Présentation à l’intention des investisseurs

Groupe Banque TD

T2 2025

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995.* Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, présentés lors de la conférence téléphonique organisée pour discuter de ces points, ou figurant dans le rapport de gestion de 2024 du rapport annuel 2024 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », aux rubriques « Principales priorités pour 2025 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros; et à la rubrique « Réalisations en 2024 et orientation pour 2025 » pour le secteur Siège social, ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2025 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « aurait », « devrait », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « prévoir », « perspective », « planifier », « objectif », « cible », « possible », « potentiel », « projet », « pourrait », d'expressions similaires à ces termes, ou de leurs formes négatives. Cependant, ces termes ne sont pas les seuls moyens de repérer les énoncés prospectifs. Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs.

Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent notamment les risques stratégiques, de crédit, de marché (y compris le risque actions, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'écart de taux), les risques opérationnels (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité, aux processus, aux systèmes, aux données, aux tierces parties, à la fraude, à l'infrastructure et le risque interne et en matière de conduite), les risques de modèle, d'assurance, de liquidité, d'adéquation des fonds propres, de conformité et juridiques, de crime financier, d'atteinte à la réputation, environnementaux et sociaux, et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique (y compris les risques politiques, commerciaux et fiscaux et les répercussions éventuelles de tout nouveau droit de douane ou de droits de douane élevés ou de tout droit de douane de représaille); l'inflation, les taux d'intérêt et la possibilité d'une récession; la surveillance réglementaire et le risque de conformité; les risques associés à la capacité de la Banque de satisfaire aux modalités de la résolution globale des enquêtes sur son programme de LCBA-BSA aux États-Unis; l'incidence de la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque sur les activités, la situation financière et la réputation de la Banque; la capacité de la Banque à réaliser des stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à plus court terme, notamment la réalisation d'acquisitions et de cessions et l'intégration des acquisitions; la capacité de la Banque d'atteindre ses objectifs financiers ou stratégiques en ce qui a trait à ses investissements, ses plans de fidélisation de la clientèle et à d'autres plans stratégiques; les risques liés à la technologie et à la cybersécurité (y compris les cyberattaques, les intrusions liées aux données ou les défaillances technologiques) visant les technologies, les systèmes et les réseaux de la Banque, ceux des clients de la Banque (y compris leurs propres appareils) et ceux de tiers fournissant des services à la Banque; les risques liés aux données; les risques de modèle; les activités frauduleuses; le risque interne; le risque en matière de conduite; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information, et les autres risques découlant du recours par la Banque à des tiers; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois ou règles et de nouveaux règlements, de la modification des lois, règles et règlements actuels ou de leur application, y compris, sans s'y restreindre, les lois et règlements sur la protection des consommateurs, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus, y compris les entreprises de technologie financière et les géants du domaine de la technologie; les changements de comportement des consommateurs et les perturbations liées à la technologie; le risque environnemental et social (y compris le risque lié au climat); l'exposition à des litiges et à des questions de réglementation; la capacité de la Banque à recruter, à former et à maintenir en poste des gens de talent; les variations des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de taux et des cours des actions; le déclassement, la suspension ou le retrait des notations attribuées par une agence de notation, les conditions du marché et autres facteurs pouvant influer sur la valeur et le cours des actions ordinaires et des autres titres de la Banque; l'interconnectivité des institutions financières, y compris les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent.

La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2024, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à tout événement ou à toute transaction dont il est question à la section « Événements importants », « Événements importants et événements postérieurs à la date de clôture » ou « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/fr. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque. Il ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document ou présentés lors de la conférence téléphonique organisée pour discuter de ces points, sont décrites dans le rapport de gestion de 2024 aux sections « Sommaire et perspectives économiques » et « Événements importants », aux rubriques « Principales priorités pour 2025 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services de détail aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, et à la rubrique « Réalisations en 2024 et orientation pour 2025 » pour le secteur Siège social, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant).

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document, ou présenté lors de la conférence téléphonique organisée pour discuter de ces points, représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Groupe Banque TD

Principaux thèmes

1

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord

6e banque en importance selon le total de l'actif[1]

6e banque en importance selon la capitalisation boursière[1]

2

Résultats financiers du T2 2025

Pour le trimestre se terminant le 30 avril 2025

3

Bilan et capitalisation solides

Bien notée par les principales agences d'évaluation du crédit[2]

Remarque : Les notes explicatives sont incluses à la fin, aux diapositives 61 à 78.

Mise à jour de l'examen stratégique

Ajuster la composition des activités et la répartition du capital

Réaffecter les capitaux et investir de manière disproportionnée dans des segments ciblés

Vente de la participation de 10,1 % de la TD dans Schwab

Initiative en cours pour définir les investissements axés sur la croissance

Simplifier le portefeuille et mettre l'accent sur le rendement des capitaux propres

Simplifier, optimiser et repositionner les portefeuilles pour stimuler les rendements

Vente d'environ 9 G$ US en prêts correspondants

Communication de plans visant à réduire progressivement les opérations de notre secteur de financement au point de vente aux États-Unis qui dessert les détaillants tiers

Initiative en cours pour mettre un terme aux prêts et aux participations peu rentables dans des entreprises ne pouvant pas être franchisées

Faire évoluer la Banque et favoriser les capacités

Simplifier les modèles opérationnels et renforcer les capacités à offrir une expérience client exceptionnelle

Initiative en cours pour définir les investissements de base dans les capacités

Innover pour accroître l'efficacité et l'excellence opérationnelle

Restructurer les activités et les processus

Identification d'économies annuelles prévues avant impôts allant de 550 M$ à 650 M$ découlant du nouveau programme de restructuration[1]

Travail continu pour favoriser encore plus l'efficacité à l'échelle de la Banque

Révision de la stratégie et des cibles financières à présenter lors de la Journée des investisseurs le 29 septembre 2025

Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 61 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

Mesures correctives liées à la LCBA aux États-Unis[1]

Nous restons en voie de déployer la majorité des mesures correctives en 2025 dans le cadre de notre programme pluriannuel

- ✓ Fondements en place pour les groupes Gestion des talents, Gouvernance et structure et Politiques
- ✓ Nomination du groupe de surveillance approuvée
- Déploiement de la majorité des mesures correctives en 2025[2]
- Mises en œuvre prévues pour 2026 et 2027[2]
- Retour sur la réalisation des éléments restants du rapport sur les activités suspectes

Mesures correctives de gestion

2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028

Validation et supervision d'audit interne et engagement relatif à la réglementation

Jalons trimestriels

- ✓ **Mise en œuvre d'une série définitive de scénarios planifiés** dans notre système de surveillance des opérations
- ✓ **Mise en place d'un flux de travail simplifié** pour les pratiques d'enquête
- ✓ **Progrès à l'égard de la préparation des données** en lien avec les examens rétrospectifs
- ✓ **Poursuite de la mise en œuvre de nouvelles mesures de réduction des risques**, y compris les exigences renforcées en matière de dépôts en espèces dans les succursales
- ✓ **Politiques mises à jour** et **normes de transmission à un niveau supérieur révisées**

Objectif pour le reste de l'exercice 2025

- Autres phases d'améliorations progressives relatives à la **surveillance des opérations** et aux **contrôles de production de rapports**
  - Mise en œuvre de capacités d'**apprentissage automatique** au début du T3 de l'exercice, y compris de modèles visant à accroître la productivité dans le cadre des enquêtes
  - Déploiement de rapports et de contrôles supplémentaires pour les **activités de gestion de trésorerie**
- Travail continu sur la **préparation et l'analyse des données**

Le plan des mesures correctives et les progrès relatifs à la LCBA aux États-Unis feront l'objet d'un examen de la part du groupe de surveillance. Ils devront aussi démontrer leur durabilité et finalement être approuvés par nos organismes de réglementations, le FinCEN et le département de la Justice

Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 61 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

Restructuration du bilan aux États-Unis[1]

Le point sur les progrès

Au 30 avril, actif total d'environ 399 G$ US par rapport à une limite des actifs de 434 G$ US[2]

Réduction de l'actif d'environ 10 %

- Prêts réduits d'environ 11 G$ US au T2 2025
  - Ventes effectuées d'environ 9 G$ US en prêts correspondants
  - Ventes supplémentaires et liquidations gérées d'environ 2 G$ US dans les portefeuilles de prêts d'EXIM, de prêts commerciaux aux concessionnaires automobiles et d'autres portefeuilles de prêts ciblés
- Remboursement d'emprunts d'environ 4 G$ US surtout au moyen de produits de ventes de prêts et de l'arrivée à échéance des placements au T2 2025
- Du 1er au 21 mai 2025, remboursement d'autres emprunts totalisant environ 7 G$ US
- Communication de plans visant à réduire progressivement les opérations du secteur de financement au point de vente aux États-Unis d'environ 3 G$ US qui dessert les détaillants tiers
- Réductions complètes des actifs repérés le 10 octobre principalement prévues d'ici la fin de l'exercice 2025[3]

Repositionnement du portefeuille de placement

- Vente d'un montant théorique d'environ 3 G$ US au T2 de 2025
- Vente d'un montant théorique d'environ 19 G$ US, du 10 octobre 2024 au 30 avril 2025
  - Perte initiale : environ 1,1 G$ US avant impôts
- Du 1er au 21 mai 2025, vente d'un montant théorique d'environ 4 G$ US supplémentaires
  - Perte initiale : environ 178 M$ US avant impôts
- Fin du repositionnement du portefeuille de placement prévu au plus tard au premier semestre de l'année civile 2025[4]
- Avantage en produits d'intérêts nets avant impôts qui devrait être généré dans la partie supérieure de la fourchette, entre 300 M$ US et 500 M$ US à l'exercice 2025[4]

Aperçu – Groupe Banque TD

Diversification et portée, soutenues par une solide culture de gestion des risques

Nos secteurs d'activité

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires aux PME, services bancaires commerciaux, solutions aux commerçants et financement d'équipement

Services de détail aux États-Unis

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux PME
- Services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements

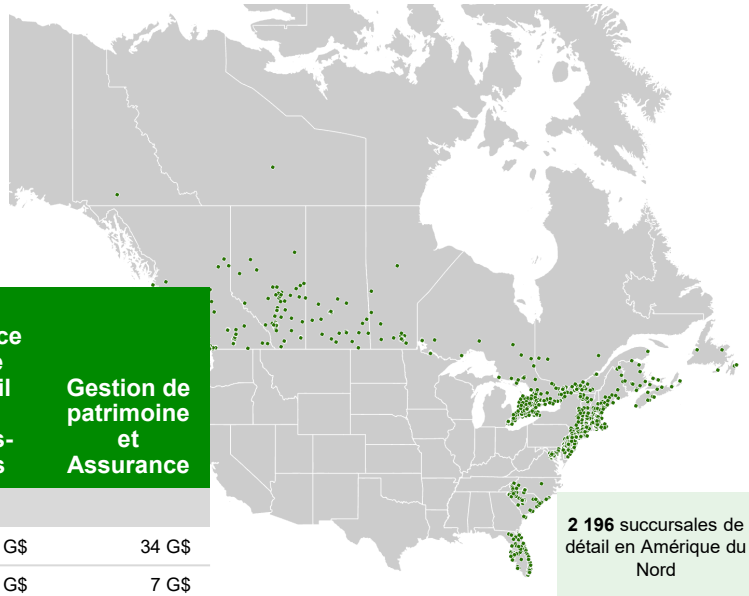
Gestion de patrimoine et Assurance

- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

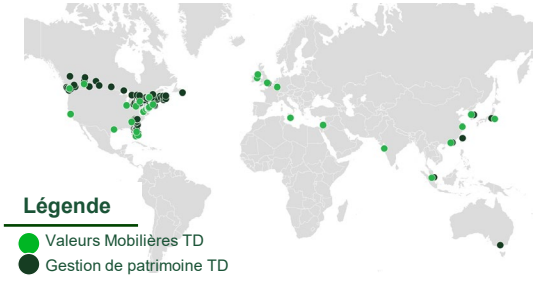
Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, notamment Toronto, New York, Londres, Tokyo et Singapour

T2 2025 (en $ CA)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services de détail aux États-Unis	Gestion de patrimoine et Assurance
Solidité financière			
Dépôts[1]	481 G$	452 G$	34 G$
Prêts[2]	585 G$	265 G$	7 G$
Actifs administrés[3,4]		61 G$	654 G$
Actifs gérés[4]		12 G$	542 G$
Résultat[5] (comme présenté)	7,2 G$	-1,2 G$	2,2 G$
Info réseau			
Employés[6]	27 371	28 604	15 077
Clients[7]	~15 millions	~10 millions	~6 millions
Succursales	1 059	1 137	-
GAB[8]	3 393	2 539	-
Utilisateurs des services mobiles[9]	8,4 millions	5,2 millions	**Non communiqué**



2 196 succursales de détail en Amérique du Nord



Gestion de patrimoine TD exerce ses activités dans **637** villes en Amérique du Nord et **7** autres villes ailleurs dans le monde

Valeurs Mobilières TD exerce ses activités dans **32** villes dans le monde

Diversification des activités

Quatre grands secteurs d'activité

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

- Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré

Services de détail aux États-Unis

- Parmi les 10 plus grandes banques[1] aux États-Unis

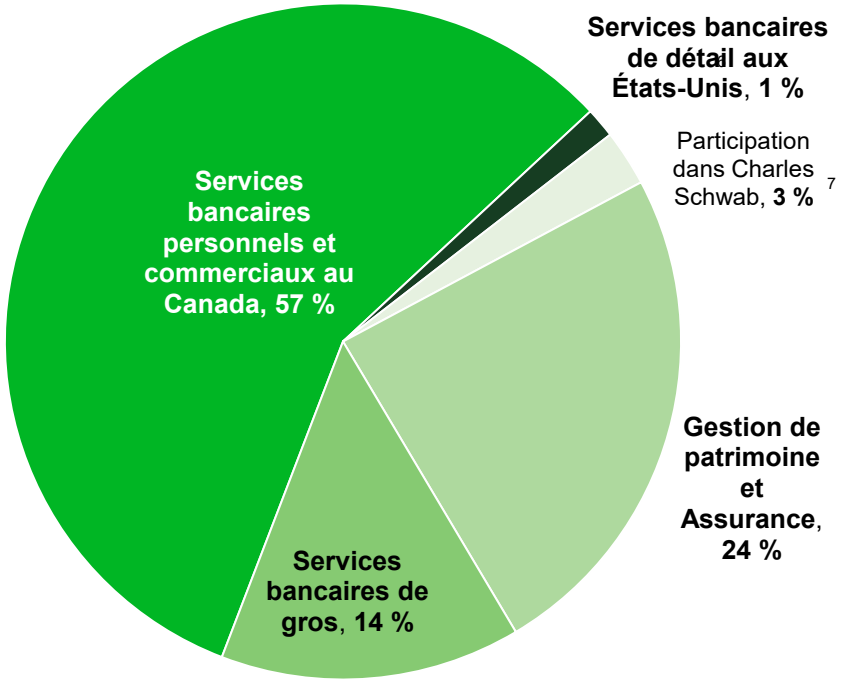
Gestion de patrimoine et Assurance

- Au premier rang des services de courtage en ligne[2], des gestionnaires de fonds institutionnels[3] (parmi les cinq grandes banques), des assureurs offrant des produits d'assurance de particuliers destinés directement aux consommateurs[4] et des fournisseurs d'assurances générales pour le Marché de l'affinité au Canada[4]

Services bancaires de gros

- Courtier intégré nord-américain doté d'une portée mondiale

Répartition des résultats comme présentés pour le T2 2025[5]



Solide exécution à l'échelle de notre entreprise

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

- Prêts de cartes de crédit en hausse de 7 % sur 12 mois et prêts aux entreprises en hausse de 6 % sur 12 mois
- Dépôts en hausse de 5 % sur 12 mois
- Distribution du CGBI améliorée pour accélérer la prise de décision
- Approfondir nos relations avec les clients grâce à des recommandations solides et continues
- Forte acquisition de clients dans les petites entreprises
- FATD s'est classée au premier rang parmi les prêteurs automobiles non exclusifs dans les segments des prêts à taux préférentiel et des prêts spécialisés, dans le cadre du sondage J.D. Power 2025 sur la satisfaction des concessionnaires à l'égard du financement au Canada[1]

Services de détail aux États-Unis

- Priorité accordée aux mesures correctives en matière de LCBA
- Baisse des prêts de 3 % sur 12 mois, ou hausse de 2 % sur 12 mois en excluant les portefeuilles de prêts destinés à être vendus ou liquidés[3,4]
- Six trimestres consécutifs de croissance des dépôts de consommateurs
- Actifs du secteur Gestion de patrimoine en hausse de 15 % sur 12 mois et des soldes liés aux clients bien nantis qui ont augmenté de 26 % sur 12 mois
- Progrès significatif de la stratégie de restructuration du bilan aux États-Unis présentée le 10 octobre
- Au 1er rang pour la satisfaction de la clientèle à l'égard des Services bancaires de détail en Floride, selon J.D. Power[5]
- Annonce de l'ouverture de Layer 6, un centre de recherche et de développement en IA générative, à New York

Gestion de patrimoine et Assurance

- Résultat net en hausse de 14 % sur 12 mois, témoignant de la solidité des activités diversifiées
- GPTD a ajouté 5,3 G$ en actifs institutionnels nets au T2
- Les Services-conseils ont enregistré une forte croissance de l'actif net, les conseillers ayant répondu de façon proactive aux préoccupations des clients dans un contexte de volatilité des marchés
- Nombre d'opérations par jour en hausse de 16 % sur 12 mois au sein de Placements directs TD
- TD Assurance a continué d'afficher une croissance à deux chiffres des primes sur 12 mois et à gagner des parts de marché[2]

Services bancaires de gros

- Produits records de 2,1 G$, témoignant de la solidité des Marchés mondiaux et des frais associés au rôle de chef de file responsable des registres de Valeurs Mobilières TD pour la vente des actions de la TD de Schwab
- Valeurs Mobilières TD a été nommé courtier de produits de base par Risk.net dans le palmarès sur les produits de base d'Energy Risk de 2025

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants

Statistiques du pays

- 9e économie mondiale
- PIB réel d'environ 2 400 G$ CA
- Population d'environ 41 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- L'un des systèmes bancaires les plus accessibles au monde[1]
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent 73 % du marché des prêts hypothécaires résidentiels[2]
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 059 succursales et de 3 393 GAB[3]
- Au 1er ou 2e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail[4]
- Services complets de gestion de patrimoine
- Société de courtage de premier ordre

Statistiques du pays

- Première économie mondiale
- PIB réel d'environ 29 000 G$ US
- Population d'environ 340 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Environ 4 500 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché[5]
- La valeur de l'actif des cinq banques[6] les plus importantes équivaut à environ 45 % du PIB américain
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 137 succursales et de 2 539 GAB[3]
- Activités exercées dans 4 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays[7] et dans 6 des 10 États les plus riches[8]
- Activités exercées dans un marché des dépôts d'une valeur d'environ 19 000 G$ US[5]
- Expansion des Services bancaires de gros aux États-Unis grâce à l'acquisition de TD Cowen

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord

T2 2025 (en $ CA, sauf indication contraire)	**Groupe Banque TD**	**Classement au Canada[1]**	**Classement en Amérique du Nord[2,3]**
Total des actifs	2 064 G$	2e	6e
Total des dépôts	1 268 G$	2e	6e
Capitalisation boursière	151,7 G$	2e	6e
Résultat net comme présenté *(quatre derniers trimestres)*	17,4 G$	2e	6e
Résultat net rajusté[4] *(quatre derniers trimestres)*	14,3 G$	s. o.	s. o.
Effectif moyen en équivalent temps plein	101 272	1er	5e
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires[5]	14,9 %	1er	2e

Notre envergure en Amérique du Nord au fil des ans

Accent croissant sur les activités de détail et expansion aux États-Unis

De 2000 à 2004 – Leader au Canada

- Acquisition de Canada Trust (2000)
- Privatisation de TD Waterhouse (2001)

De 2005 à 2010 – Constitution de la plateforme aux É.-U.

- Entente entre TD Waterhouse USA et Ameritrade (2006)
- Privatisation de TD Banknorth (2007)
- Acquisition et intégration de Commerce Bank (2008-2009)
- Acquisition de Riverside et de TSFG (2010)

De 2011 à 2015 – Acquisition d'actifs

- Acquisition du portefeuille de financement automobile de Services financiers Chrysler (2011)
- Acquisition du portefeuille de cartes de crédit MBNA (2011)
- Lancement du programme lié au portefeuille de cartes stratégiques avec l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target (2012) et de Nordstrom (2015)
- Principal émetteur de la carte de crédit Visa Aéroplan et acquisition de 50 % du portefeuille CIBC Aéroplan (2014)

Nouveaux partenariats et capacités

- Acquisition d'Epoch (2013)
- Acquisition de Scottrade Bank en lien avec l'acquisition de Scottrade par TD Ameritrade (2017)
- Acquisition de Layer 6 et de Greystone (2018)
- Conclusion de l'entente pour l'émission des cartes de crédit du programme de fidélisation d'Air Canada (2018)
- Acquisition de la Société de financement direct d'équipement Wells Fargo au Canada (2021)

De courtier traditionnel à courtier nord-américain axé sur la clientèle

De 2000 à 2004 – Fondation favorisant la croissance

- Acquisition de Newcrest Capital (2000)

De 2005 à 2010 – Courtier axé sur la clientèle

- Abandon stratégique de certains produits (produits structurés, produits de crédit aux non-clients de la TD, opérations pour compte propre)

De 2011 à 2017 – Élargissement des activités aux États-Unis

- Partenariat avec TD Bank[MD], America's Most Convenient Bank[MD] pour élargir les activités aux États-Unis (2012)
- Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis[1] (2014)
- Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des États-Unis et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston (2015-2016)
- Acquisition d'Albert Fried & Company, un courtier en valeurs mobilières établi à New York (2017)

Courtier intégré nord-américain doté d'une portée mondiale

- Élargissement de l'accès des clients aux marchés mondiaux par l'ouverture de bureaux à Tokyo et à Boston (2018)
- Élargissement du groupe de services bancaires immobiliers aux États-Unis avec l'ajout de l'équipe de services-conseils de Kimberlite Group (2020)
- Acquisition de l'entreprise de négociation électronique de titres à revenu fixe Headlands Tech Global Markets (2021)
- Conclusion de l'acquisition de Cowen (2023)

TD INVENT

Façonner l'avenir des services bancaires

TD invente, notre approche d'entreprise en matière d'innovation :

- Contribue à notre stratégie d'affaires en tant que banque tournée vers l'avenir
- Concrétise notre intention de tester, d'apprendre et d'adapter de nouvelles expériences et de nouveaux modèles et processus d'affaires, en réponse à l'évolution rapide des préférences des clients et au marché concurrentiel
- Nous permet de chercher des moyens d'être une banque inclusive qui encourage la créativité et l'ouverture favorisant une innovation significative

Innover pour nos clients, nos collègues et nos collectivités

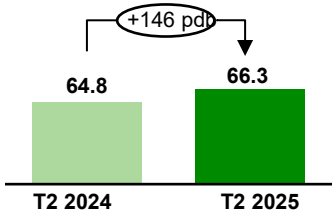
- **Expansion de l'IA :** Annonce de l'ouverture d'un nouveau bureau Layer 6 à New York. L'expansion du centre de recherche et de développement en IA de la TD vise à transformer l'expérience de ses clients et collègues aux États-Unis
- **G1iD :** Depuis 2019, plus de 100 000 idées ont été soumises au moyen de G1iD, notre plateforme d'appel aux idées des collègues, et plus de 10 000 idées ont été mises en œuvre. Un collègue sur trois a donné son avis sur la façon dont la TD peut améliorer l'expérience client et l'expérience collègue
- **Brevets :** La culture d'innovation de la TD a produit plus de 800 actifs de brevets en matière d'IA. La TD a été reconnue par Evident AI, qui a classé son portefeuille de brevets parmi les 10 principaux au monde. Le Groupe banque TD continue de favoriser une culture d'innovation dans l'ensemble du Canada en obtenant le plus de brevets parmi toutes les institutions financières et est le deuxième plus important déposant de brevets canadien parmi l'ensemble des secteurs[1]
- **Accessibilité adaptée TD :** La zone de dé-distraction de la TD, la première du genre à la gare Union, soutien Accessibilité adaptée TD, qui a été développé selon l'approche TD invente
- **Activation du mode sombre :** Nous avons lancé une fonctionnalité dans l'appli mobile TD canadienne qui s'adresse aux utilisateurs de téléphones intelligents qui utilisent le mode sombre (un réglage d'affichage qui utilise un fond sombre avec du texte clair), ce qui répond à leurs besoins en matière d'accessibilité et à leurs préférences de visualisation des applis personnelles.

Prix et reconnaissance

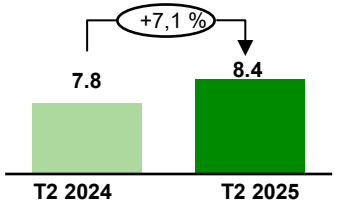
Adoption continue de nos canaux numériques

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada[1]

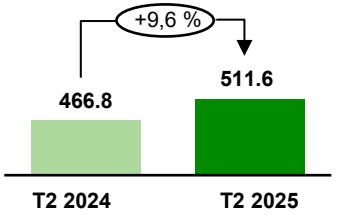
Adoption du numérique *(en % du total des clients)*[2]



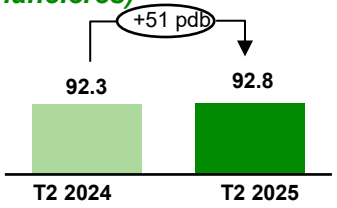
Utilisateurs des services mobiles *(en millions)*[3]



Ouvertures de session sur appareil mobile *(en millions)*[4]

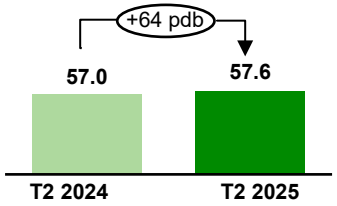


Opérations libre-service *(sous forme de % de toutes les opérations financières)*[5]

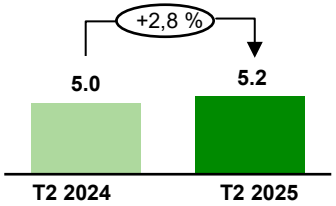


Services de détail aux États-Unis[1]

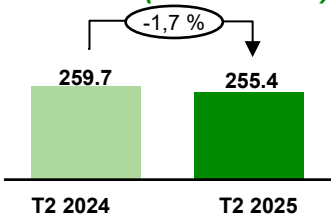
Adoption du numérique *(en % du total des clients)*[2]



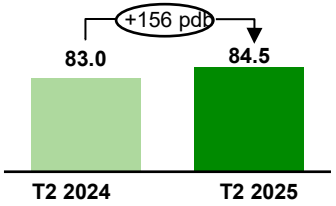
Utilisateurs des services mobiles *(en millions)*[3]



Ouvertures de session sur appareil mobile *(en millions)*[4]

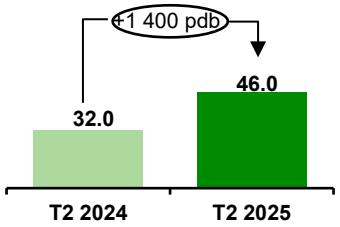


Opérations libre-service *(sous forme de % de toutes les opérations financières)*[5]

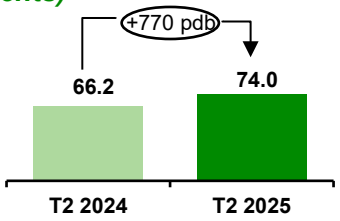


Assurance habitation et auto

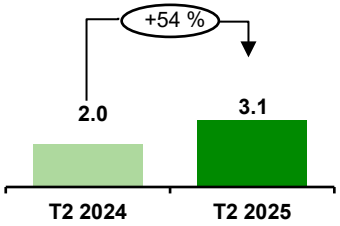
Ventes en ligne de bout en bout *(% de toutes les opérations)*[6]



Adoption du numérique *(en % du total des clients)*[2]



Ouvertures de session dans MonAssurance TD *(en millions)*[7]



Engagement à l'égard de la durabilité

Clients

Sécurité de l'information et gestion des fraudes exemplaires

par Global Finance pour la quatrième année consécutive[1]

Nº 1

au chapitre des prêts approuvés par la Small Business Administration (SBA) du Maine à la Floride[2]

Collègues

Solide culture

Résultats en matière d'inclusion conformément à l'indice de référence du premier quartile global[3]

Best Workplaces™ Great Place To Work. CANADA 2025

Great Place To Work. Certified JUL 2024-JUL 2025 USA

Constamment reconnue comme un employeur de choix[4]

Collectivités

854 M$

de l'objectif philanthropique de 1 G$ d'ici 2030 atteint pour La promesse TD Prêts à agir[5]

Plus de 3 300

organismes communautaires soutenus par l'entremise de La promesse TD Prêts à agir en 2024[6]

Environnement	Société	Gouvernance
500 G$	**Inclusion économique**	**Centre d'expertise sur les facteurs ESG**
Cible en matière de finance durable et de décarbonisation d'ici 2030	Plan exhaustif pour l'accès au financement, à l'emploi et au logement	Répondre aux priorités des facteurs ESG à l'échelle de la TD

2025 CANADA'S GREENEST EMPLOYERS

17 années d'affilée[4]

Business Group on Health Best Employers Excellence in Health & Well-being 2025

2 années d'affilée[7]

BRONZE | Top 35% ecovadis Sustainability Rating JUL 2024

Médaille de bronze – Note d'EcoVadis[8]

Groupe Banque TD

Principaux thèmes

1

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord

6e banque en importance selon le total de l'actif[1]

6e banque en importance selon la capitalisation boursière[1]

2

Résultats financiers du T2 2025

Pour le trimestre se terminant le 30 avril 2025

3

Bilan et capitalisation solides

Bien notée par les principales agences d'évaluation du crédit[2]

Faits saillants du T2 2025

Excellent trimestre

RPA de 6,27 $, en hausse de >100 % sur 12 mois

- RPA rajusté[1] de 1,97 $, en baisse de 3 % sur 12 mois

Bénéfices avant impôts et provisions en hausse de plus de 100 % sur 12 mois (en hausse de 5 % sur 12 mois, après rajustement[1], exclusion faite de la quote-part revenant aux partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis [PCS], des opérations de change et des charges afférentes aux activités d'assurance)

Produits en hausse de 66 % sur 12 mois (en hausse de 9 % sur 12 mois, après rajustement[1])

- Les produits comme présentés comprennent le gain net réalisé à la vente d'actions de Schwab et la perte initiale découlant de la restructuration du bilan aux États-Unis
- Hausse des produits tirés des activités de négociation et des comptes à honoraires dans les secteurs axés sur les marchés et hausse des volumes pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

PPC de 1,3 G$

- Baisse des prêts douteux sur 3 mois, témoignant du rendement solide du crédit
- Rendement en hausse sur 3 mois, témoignant des incertitudes commerciales et liées aux politiques

Charges en baisse de 3 % sur 12 mois (en hausse de 12 % sur 12 mois, après rajustement[1]; environ 1/4 de la croissance attribuable à la rémunération variable, aux opérations de change et du PCS)

- Charges comme présentées, incluant les charges pour les enquêtes en matière de LCBA et la provision relative à une affaire civile de l'exercice précédent
- Hausse des investissements en matière de gouvernance et de contrôle (y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis), dépenses liées à la croissance des activités et incidence des opérations de change
- Croissance prévue des charges selon la partie supérieure de la fourchette, de 5 % à 7 % pour l'exercice 2025 (en supposant les niveaux de rémunération variable, les opérations de change et le PCS de l'exercice 2024)[2]

Profits et pertes (en M$)

Comme présentés	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	22 937	63 %	66 %
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 417	(6 %)	14 %
PPC	1 341	+129 $	+270 $
Prêts douteux	946	-270 $	+76 $
Prêts productifs	395	+399 $	+194 $
Charges	8 139	1 %	(3 %)
Bénéfices avant impôts et provisions	**14 798**	**>100 %**	**>100 %**
Résultat net	**11 129**	**>100 %**	**>100 %**
RPA dilué (en $)	**6,27**	**>100 %**	**>100 %**
RCP	**39,1 %**	+2 900 pdb	+2 960 pdb
Ratio d'efficience	**35,5 %**	-2 190 pdb	-2 530 pdb

Rajustés[1]	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	15 138	1 %	9 %
Charges	7 908	(1 %)	12 %
Bénéfices avant impôts et provisions	**5 249**	**5 %**	**5 %**
Résultat net	**3 626**	**0 %**	**(4 %)**
RPA dilué (en $)	**1,97**	**(2 %)**	**(3 %)**
RCP	**12,3 %**	-90 pdb	-220 pdb
Ratio d'efficience, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance	**57,6 %**	-140 pdb	+150 pdb

Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 68 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

Programme de restructuration

Réduction des coûts structurels à l'échelle de la Banque

Taille du programme	▪ 163 M$ avant impôts / 122 M$ après impôts comptabilisés au T2 2025 ▪ Nous nous attendons à ce que des charges de restructuration totales de 600 M$ à 700 M$ avant impôts soient engagées au cours des prochains trimestres[1]
Répercussions sur les charges	▪ Pour l'exercice 2025, nous prévoyons des économies d'environ 100 M$ avant impôts[1] ▪ Pour l'ensemble du programme de restructuration, nous prévoyons des économies annuelles entièrement réalisées allant de 550 M$ à 650 M$ avant impôts[1] ▪ Accroissement de capacité à investir pour faire évoluer la Banque et favoriser les capacités
Facteurs favorisant les économies	▪ Indemnités de départ pour les employés et autres frais liés au personnel, optimisation des immeubles, et dépréciation d'actifs tandis que nous accélérons les transitions vers de nouvelles plateformes ▪ Réduction d'environ 2 % des ETP, y compris l'attrition et la réaffectation des talents[11] ▪ Réduction des activités/départs

Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 68 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Croissance soutenue des volumes des prêts et des dépôts

Résultat net en baisse de 4 % sur 12 mois; bénéfices avant impôts et provisions en hausse de 2 % sur 12 mois

Produits en hausse de 3 % sur 12 mois

- Croissance du volume
  - Croissance des volumes de prêts de 4 %
  - Croissance des volumes de dépôts de 5 %

Marge d'intérêt nette[1,2] de 2,82 %

- Hausse de 1 pdb sur 3 mois, principalement attribuable à l'augmentation des marges réalisées sur les prêts
- Pour le T3, bien que de nombreux facteurs puissent influer sur les marges, nous nous attendons à ce que la marge d'intérêt nette soit relativement stable[3]

PPC de 622 M$

Charges en hausse de 5 % sur 12 mois

- Augmentation des dépenses en technologie et autres frais d'exploitation

Profits et pertes (en M$)

Comme présentés	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	4 991	(3 %)	3 %
PPC	622	+101 $	+155 $
Prêts douteux	428	-31 $	+31 $
Prêts productifs	194	+132 $	+124 $
Charges	2 052	(2 %)	5 %
Bénéfices avant impôts et provisions	**2 939**	**(4 %)**	**2 %**
Résultat net	**1 668**	**(9 %)**	**(4 %)**
RCP	28,9 %	-250 pdb	-400 pdb
Ratio d'efficience	41,1 %	60 pdb	70 pdb

Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 68 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

Services de détail aux États-Unis

Poursuite de la lancée et progrès continu en ce qui a trait à la restructuration du bilan

Résultat net en baisse de 77 % (en baisse de 23 %, après rajustement[1])

Bénéfices avant impôts et provisions en baisse de 67 % (en baisse de 10 %, après rajustement[1])

Produits en baisse de 28 % (en hausse de 3 %, après rajustement[1])

- Produits comme présentés, incluant la perte initiale liée à la restructuration du bilan
- Hausse des produits d'intérêts nets découlant de la restructuration du bilan, des marges sur les dépôts et des produits tirés des comptes à honoraires, partiellement contrebalancé par un rajustement lié à certains coûts d'acquisition de produits différés
  - Prêts en baisse de 3 %. Portefeuilles de prêts destinés à être vendus ou liquidés[2,3] exclus; prêts en hausse de 2 %
  - Dépôts en baisse de 2 %, ou stables excluant les dépôts dans les comptes de passage
  - Actifs gérés en hausse de 29 % sur 12 mois et actifs administrés en hausse de 13 % sur 12 mois

Marge d'intérêt nette[1,4] de 3,00 %, +14 pdb sur 3 mois (3,04 %, +18 pdb sur 3 mois, après rajustement[1])

- Produits d'intérêts nets découlant de la restructuration du bilan et de la normalisation des niveaux de liquidité élevés (ce qui a eu une incidence positive de 11 pdb sur la marge d'intérêt nette) et la hausse des marges sur les dépôts
- Pour le T3, la marge d'intérêt nette devrait connaître une augmentation substantielle, qui témoigne des avantages découlant des activités de restructuration du bilan en cours aux États-Unis et d'une plus grande normalisation des niveaux de liquidité élevés[5]

PPC de 311 M$

Charges en baisse de 17 % sur 12 mois (en hausse de 13 % sur 12 mois, après rajustement[1])

- Charges comme présentées, incluant les charges pour les enquêtes en matière de LCBA et la cotisation spéciale de la FDIC de l'exercice précédent
- Augmentation des investissements en matière de gouvernance et de contrôle (y compris des coûts de 110 M$ US liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis) et des charges liées aux employés
- Investissements prévus d'environ 500 M$ US (avant impôts) pour le redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis et en matière de gouvernance et de contrôle à l'exercice 2025 et investissements semblables à l'exercice 2026[6]

Profits et pertes (en M$ US) (sauf indication contraire)

Comme présentés	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	1 830	(7 %)	(28 %)
PPC	311	-7 $	+31 $
Prêts douteux	216	-155 $	-13 $
Prêts productifs	95	+148 $	+44 $
Charges	1 644	(2 %)	(17 %)
Bénéfices avant impôts et provisions	186	(35 %)	(67 %)
Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis	**35**	**(67 %)**	**(86 %)**
Comptabilisation de la participation de Schwab	54	(62 %)	(60 %)
Résultat net, avec Schwab	**89**	**(64 %)**	**(77 %)**
Résultat net, avec Schwab (en M$ CA)	120	(65 %)	(76 %)
RCP, avec Schwab	1,1 %	-180 pdb	-360 pdb
Ratio d'efficience	89,8 %	+440 pdb	+1 180 pdb
Actifs gérés (en G$)	9	0 %	29 %
Actifs administrés (en G$)	45	5 %	13 %

Rajustés[1]	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	2 618	0 %	3 %
Charges	1 644	(2 %)	13 %
Bénéfices avant impôts et provisions	974	4 %	(10 %)
Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis	**626**	**5 %**	**(16 %)**
Résultat net, avec Schwab	**680**	**(8 %)**	**(23 %)**
Résultat net, avec Schwab (en M$ CA)	967	(7 %)	(19 %)
RCP, avec Schwab	8,8 %	+20 pdb	-220 pdb
Ratio d'efficience	62,8 %	-130 pdb	+550 pdb

Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 69 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

Gestion de patrimoine et Assurance

Excellent trimestre dans les activités diversifiées

Résultat net en hausse de 14 % sur 12 mois; bénéfices avant impôts et provisions en hausse de 14 % sur 12 mois

Produits en hausse de 12 % sur 12 mois

- **Gestion de patrimoine TD** : Produits tirés des comptes à honoraires et des transactions, des volumes de dépôts et des marges
  - Actifs gérés et actifs administrés[1] en hausse de 11 % et de 10 %, respectivement, sur 12 mois, du fait de l'appréciation des marchés et de la croissance de l'actif net
  - Produits tirés des comptes à honoraires en hausse de 8 % sur 12 mois
- **Assurance** : Primes plus élevées

Charges afférentes aux activités d'assurance en hausse de 14 % sur 12 mois

- Hausse de la gravité des sinistres

Produits nets des charges afférentes aux activités d'assurance en hausse de 12 % sur 12 mois

Charges en hausse de 10 % sur 12 mois

- Hausse de la rémunération variable, des dépenses liées à la technologie pour soutenir la croissance des activités et des charges liées aux employés

Profits et pertes (en M$)

Comme présentés	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	3 503	(3 %)	12 %
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 417	(6 %)	14 %
Produits nets des charges afférentes aux activités d'assurance	2 086	0 %	12 %
PPC	-	-	-
Charges	1 131	(4 %)	10 %
Bénéfices avant impôts et provisions	955	4 %	14 %
Résultat net	**707**	**4 %**	**14 %**
Résultat net – Gestion de patrimoine	480	(6 %)	15 %
Résultat net – Assurance	227	35 %	12 %
Primes d'assurance	1 602	6 %	10 %
Gestion de patrimoine et Assurance – RCP	46,8 %	+410 pdb	+600 pdb
Gestion de patrimoine – RCP	57,8 %	-410 pdb	+340 pdb
Assurance – RCP	33,5 %	+1 160 pdb	+660 pdb
Ratio d'efficience	32,3 %	-30 pdb	+70 pdb
Ratio d'efficience, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance[2]	54,2 %	-190 pdb	-80 pdb
Actifs gérés (en G$)	542	(3 %)	11 %
Actifs administrés (en G$)[1]	654	(5 %)	10 %

Services bancaires de gros

Produits records

Résultat net en hausse de 16 % sur 12 mois (en hausse de 1 % sur 12 mois, après rajustement[1])

Bénéfices avant impôts et provisions en hausse de 31 % (en hausse de 15 %, après rajustement[1])

Produits en hausse de 10 % sur 12 mois

- Hausse des produits liés aux activités de négociation et des honoraires de prise ferme (y compris les frais pour la vente des actions de Schwab de la TD), partiellement contrebalancée par la baisse de l'engagement de souscription de prêts et du portefeuille de placement en actions, et la baisse des honoraires de services-conseils

PPC de 123 M$

Charges en hausse de 2 % sur 12 mois (en hausse de 7 % sur 12 mois, après rajustement[1])

- Charges comme présentées, incluant principalement la baisse des charges liées à l'acquisition et à l'intégration de Cowen
- Hausse des coûts liés à la technologie et de la salle des marchés, de même que des opérations de change, partiellement contrebalancée par une baisse de la rémunération variable

Profits et pertes (en M$)

Comme présentés	T2 2025	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Produits	2 129	6 %	10 %
Marchés mondiaux	1 423	11 %	32 %
Services bancaires d'investissement	729	(2 %)	(16 %)
PPC	123	+51 $	+68 $
Prêts douteux	61	+28 $	+62 $
Prêts productifs	62	+23 $	+6 $
Charges	1 461	(5 %)	2 %
Bénéfices avant impôts et provisions	668	44 %	31 %
Résultat net	**419**	**40 %**	**16 %**
RCP	10,2 %	+290 pdb	+100 pdb
Ratio d'efficience	68,6 %	-820 pdb	-510 pdb
Rajustés[1]	**T2 2025**	**Sur 3 mois**	**Sur 12 mois**
Charges	1 427	(4 %)	7 %
Bénéfices avant impôts et provisions	702	36 %	15 %
Résultat net	**445**	**31 %**	**1 %**
RCP	10,9 %	+260 pdb	+40 pdb
Ratio d'efficience	67,0 %	-720 pdb	-150 pdb

Secteur Siège social

Résultat net comme présenté de 8,2 G$

- Perte de 161 M$ après rajustement[1]

Profits et pertes (en M$)

Comme présentés	T2 2025	T1 2025	T2 2024
Résultat net (perte)	**8 215**	**(359)**	**(664)**
Rajustements pour les éléments à noter			
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises[2]	43	61	72
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab[3]	-	-	21
Frais de restructuration	163	-	165
Incidence de la stratégie de couverture du capital relative à l'accord de transaction avec First Horizon qui a été résilié[4]	47	54	64
Profit à la vente d'actions de Schwab	(8 975)	-	-
Provision pour affaires au civil	-	-	274
Incidence des impôts	346	(22)	(143)
Résultat net (perte) – rajusté[1]	**(161)**	**(266)**	**(211)**
Charges nettes du Siège social[5]	(431)	(370)	(338)
Autre	270	104	127
Résultat net (perte) – rajusté[1]	**(161)**	**(266)**	**(211)**

Remarques supplémentaires :

- Le secteur Siège social comprend les charges du Siège social et tout autre élément non attribué aux secteurs d'exploitation, de même que les activités de trésorerie nettes et de gestion des capitaux propres. Se reporter au tableau 11 du communiqué de presse sur les résultats du T2 de 2025 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- Le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque comprend des conventions conclues avec certains détaillants américains en vertu desquelles la TD est l'émetteur aux États-Unis de cartes de crédit de marque privée et comarquées à l'intention de leurs clients américains. En vertu des modalités de ces conventions individuelles, la Banque et les détaillants partagent les profits générés par les portefeuilles concernés après déduction des pertes sur créances. Selon les NIIF, la TD est tenue de présenter les montants bruts des produits et des PPC liés à ces portefeuilles dans l'État du résultat consolidé de la Banque. À l'échelle des secteurs d'exploitation, la part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêt, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté (perte) du secteur Siège social. Le résultat net (perte) présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la TD en vertu des conventions.
- Le 12 février 2025, la TD a vendu l'intégralité de sa participation restante dans Schwab, dans le cadre d'une offre enregistrée et du rachat des actions par Schwab. Avant la vente, la Banque a comptabilisé sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. Le secteur Services de détail aux États-Unis reflétait la part du résultat net de la Banque découlant de la participation dans Schwab. Le résultat net (perte) du secteur Siège social comprenait les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, et les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab. La quote-part de la Banque du résultat de Schwab attribuable aux actionnaires ordinaires était présentée avec un décalage d'un mois. Pour en savoir plus, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires du deuxième trimestre de 2025.

Capitaux propres[1]

Excellente gestion des capitaux propres et de la liquidité

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 14,9 %, en hausse de 177 pdb sur 3 mois

- Excellente production de capitaux propres à l'interne, contrebalancée par la croissance des actifs pondérés en fonction des risques (abstraction faite des opérations de change
- La vente d'actions de Schwab a fait grimper le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 238 pdb
- Le rachat d'actions a fait baisser le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 40 pdb

Baisse de 24,4 G$ des actifs pondérés en fonction des risques sur 3 mois

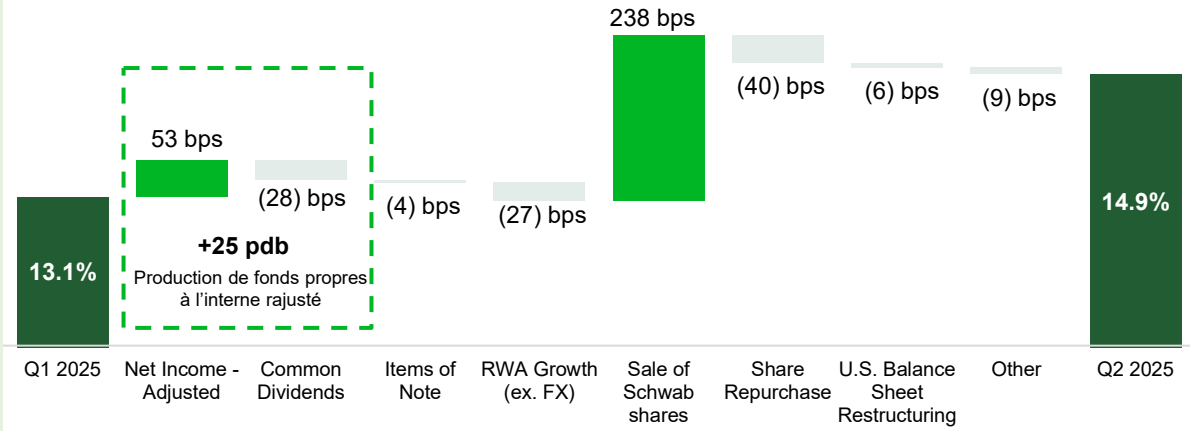
- Augmentation modeste dans tous les types de risques, y compris une certaine migration
- La vente d'actions de Schwab a fait baisser les actifs pondérés en fonction des risques de 18,4 G$
- Conversion de change favorable, qui est couverte pour le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires

Ratio de levier financier de 4,7 %

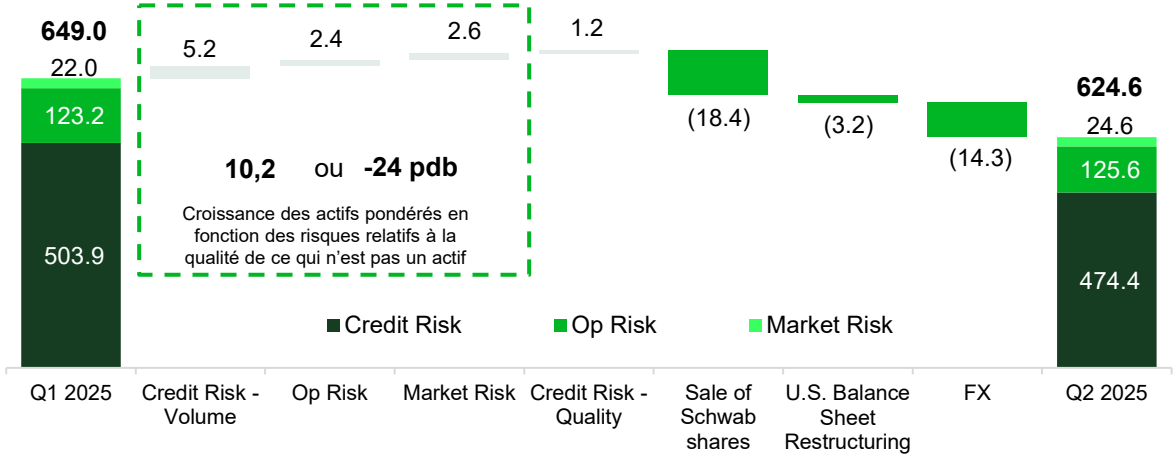
Ratio de liquidité à court terme de 141 %

- Normalisation prévue du ratio de liquidité à court terme avec le ciblage continu de niveaux plus ordinaires[3]
- Toutefois, niveau élevé encore prévu du ratio de liquidité à court terme, en raison de la vente d'actions de Schwab[3]

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires sur 3 mois



Actifs pondérés en fonction des risques sur 3 mois (en G$)[2]



Cette diapositive contient des renseignements prospectifs. Consulter les diapositives 2 et 70 pour connaître les facteurs importants, les risques et les hypothèses.

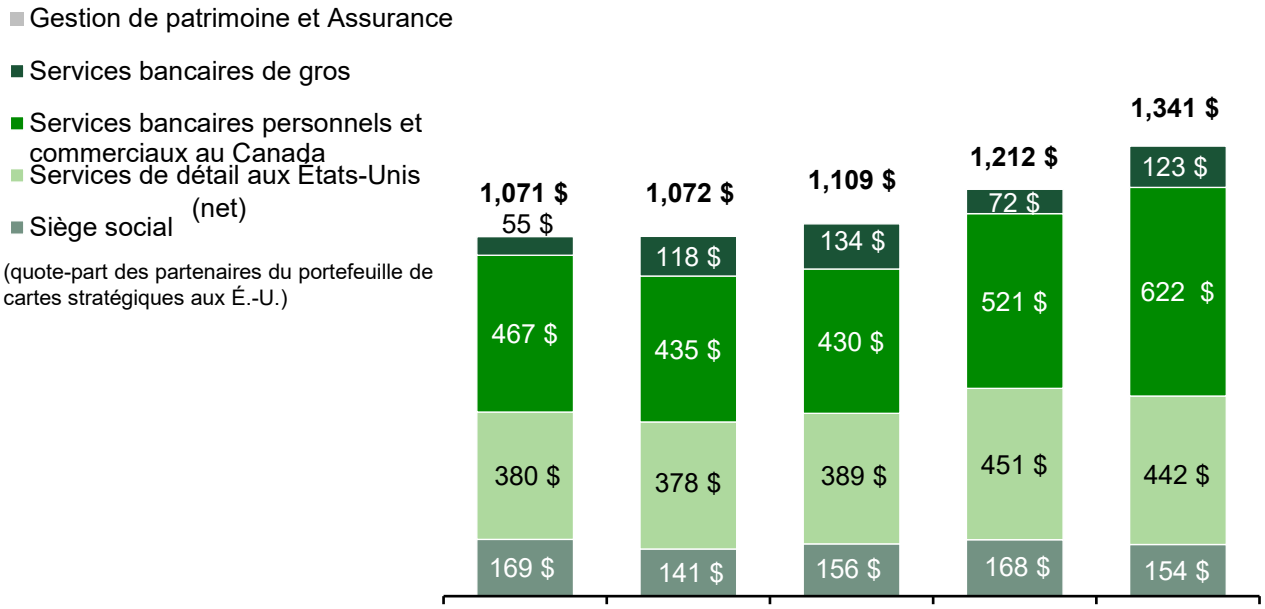
Portefeuille de prêts bruts

Soldes de fin de trimestre (en G$, sauf indication contraire)	T1 2025	T2 2025
Portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	**587,0**	**591,4**
Particuliers	**457,9**	**460,6**
Prêts hypothécaires résidentiels	270,5	267,4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	124,2	128,6
Prêts automobiles indirects	30,1	30,6
Cartes de crédit	20,4	21,0
Autres prêts aux particuliers	12,7	13,0
Lignes de crédit non garanties	*10,3*	*10,4*
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux PME)	**129,1**	**130,8**
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en $ US)	**190,9**	**181,1**
Particuliers	**96,8**	**87,6**
Prêts hypothécaires résidentiels	42,2	33,5
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[1]	8,4	8,6
Prêts automobiles indirects	30,8	30,6
Cartes de crédit	14,6	14,1
Autres prêts aux particuliers	0,8	0,8
Services bancaires commerciaux	**94,1**	**93,5**
Immobilier non résidentiel	19,4	19,2
Immobilier résidentiel	9,8	10,0
Commercial et industriel	64,9	64,3
Opérations de change − portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	86,2	68,5
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en $)	**277,1**	**249,6**
Portefeuille de Gestion de patrimoine et Assurance au Canada	**8,4**	**7,6**
Portefeuille des Services bancaires de gros	**101,7**	**96,5**
Autres[2]	**0,0**	**0,0**
Total[3]	**974,2**	**945,1**

Provision pour pertes sur créances (PPC)

par secteur d'exploitation

PPC : en M$ et ratios[1,2,3]



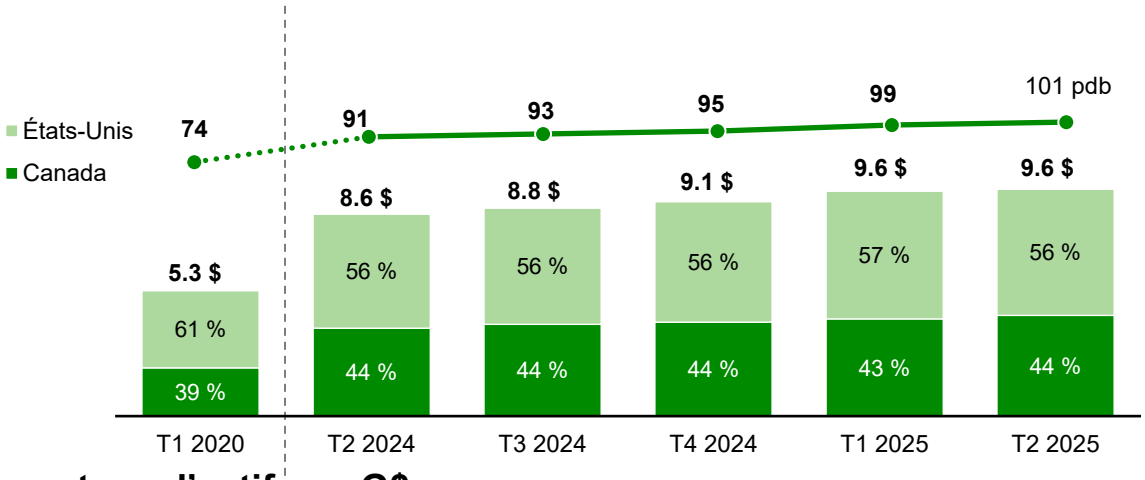
Ratio de PPC (pdb)	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	34	30	30	35	44
Services de détail aux États-Unis (net)[2]	60	58	60	67	70
Services de détail et Siège social aux États-Unis (brut)[3]	87	79	84	92	94
Services bancaires de gros	23	49	55	29	51
Banque – Total (brut)[3]	**47**	**46**	**47**	**50**	**58**
Banque – Total (net)[2]	**40**	**40**	**40**	**43**	**51**

Faits saillants

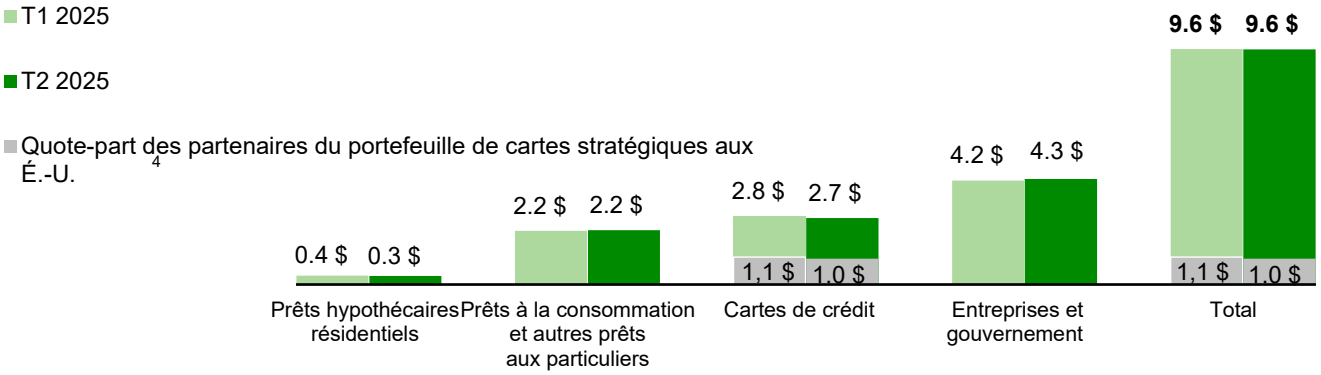
- La PPC a augmenté sur 3 mois, ce qui est en grande partie attribuable aux secteurs suivants :
  - Services bancaires personnels et commerciaux au Canada
  - Services bancaires de gros

Provision pour pertes sur créances (PPC)

PPC[1,2] : en G$ et ratios de couverture[3]



PPC par type d'actif : en G$

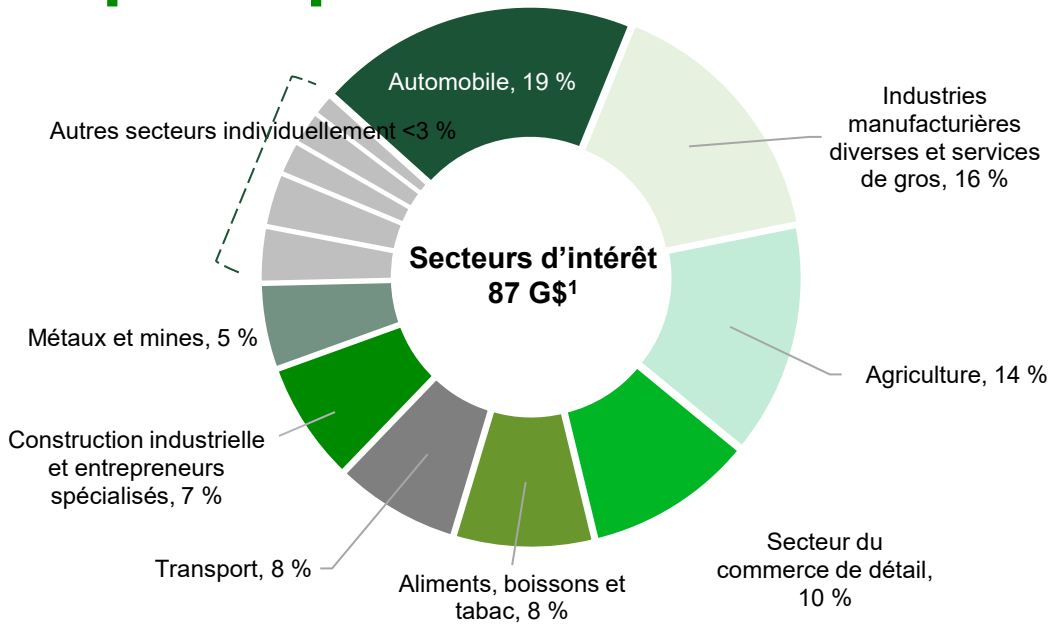


Prêts productifs (en G$)	0,30	0,28	1,9	1,9	2,3	2,3	3,3	3,5	7,8	8,0
Prêts douteux (en G$)	0,07	0,07	0,3	0,3	0,5	0,4	1,0	0,8	1,8	1,6
Ratio[3] (pdb)	11	11	94	95	673	671	116	121	99	101

Faits saillants

- Baisse de la PPC de 9 M$ sur 3 mois, attribuable à ce qui suit :
  - Incidence des opérations de change de 231 M$
  - Baisse de la provision liée aux prêts douteux
  - Partiellement contrebalancée par une hausse des réserves pour prêts productifs relative aux incertitudes commerciales et liées aux politiques

Secteurs d'intérêt
Incertitudes commerciales et liées aux politiques



Autres secteurs individuellement <3 %

- Autres – 3 %
- Pétrole et gaz – 3 %
- Services professionnels et autres – 2 %
- Foresterie – 2 %
- Énergie et services publics – 1 %

Faits saillants

- Les prêts bruts aux secteurs les plus exposés aux incertitudes commerciales et liées aux politiques se sont élevés à 87 G$[1]
  - Représentent environ 9 % du total des prêts bruts de la Banque
  - , dont 53 M$ au Canada et 34 G$ aux États-Unis[2]
- Les prêts aux emprunteurs les plus sensibles aux politiques et aux mesures commerciales représentent moins de 1 % du total des prêts bruts de la Banque
- Un total de 4,3 milliards de dollars de provision pour pertes sur créances dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements
  - Comprend des superpositions relatives aux incertitudes commerciales et liées aux politiques
- Le portefeuille de prêts demeure bien diversifié sur le plan des secteurs, des produits et des régions

Groupe Banque TD

Principaux thèmes

1

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord

6e banque en importance selon le total de l'actif[1]

6e banque en importance selon la capitalisation boursière[1]

2

Résultats financiers du T2 2025

Pour le trimestre se terminant le 30 avril 2025

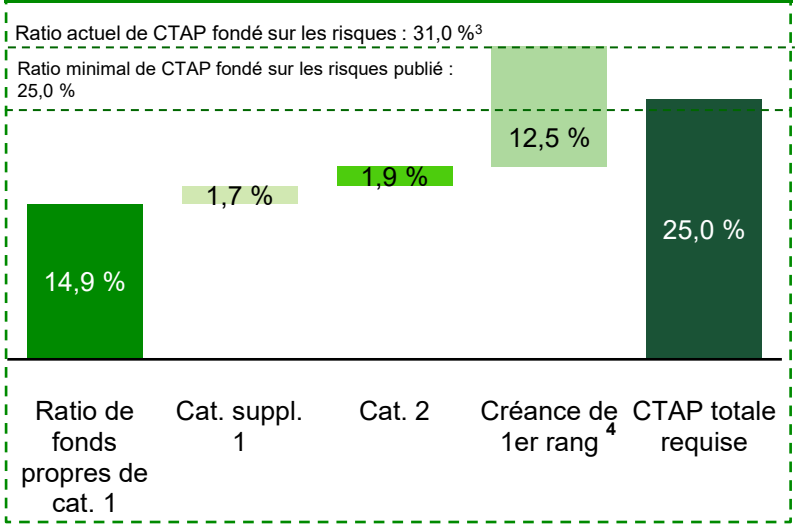
3

Bilan et capitalisation solides

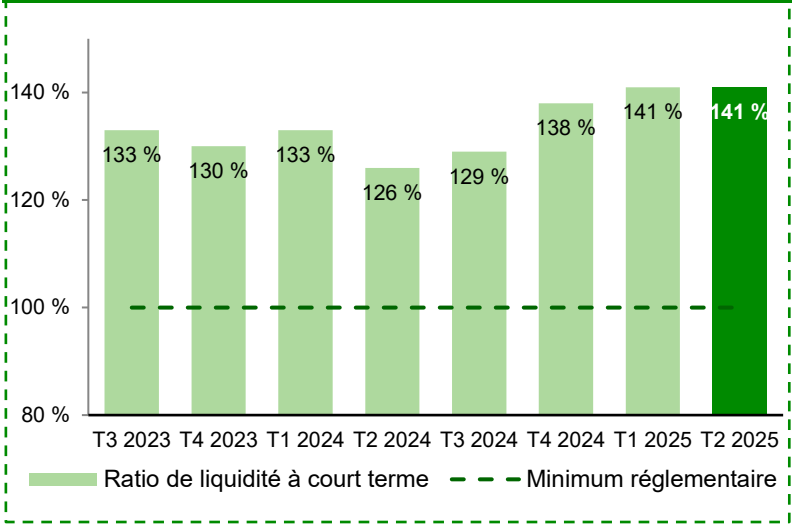
Bien notée par les principales agences d'évaluation du crédit[2]

Gestion rigoureuse des capitaux propres et des liquidités

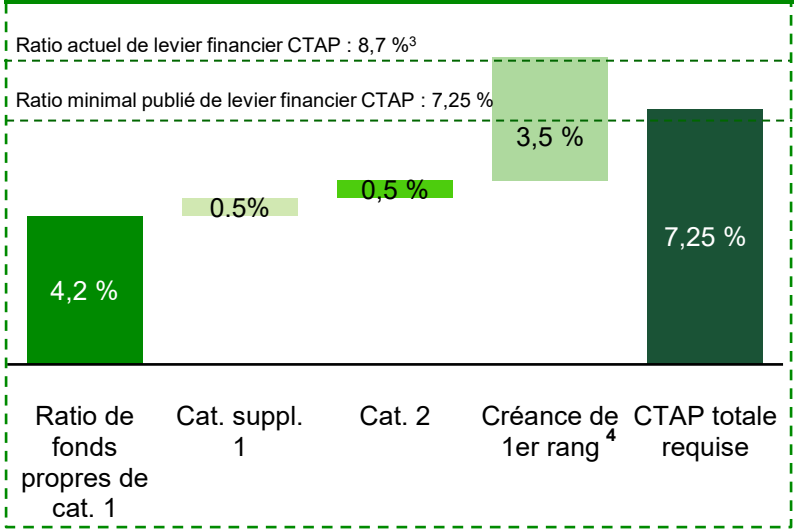
Ratio de CTAP fondé sur les risques[1,2]



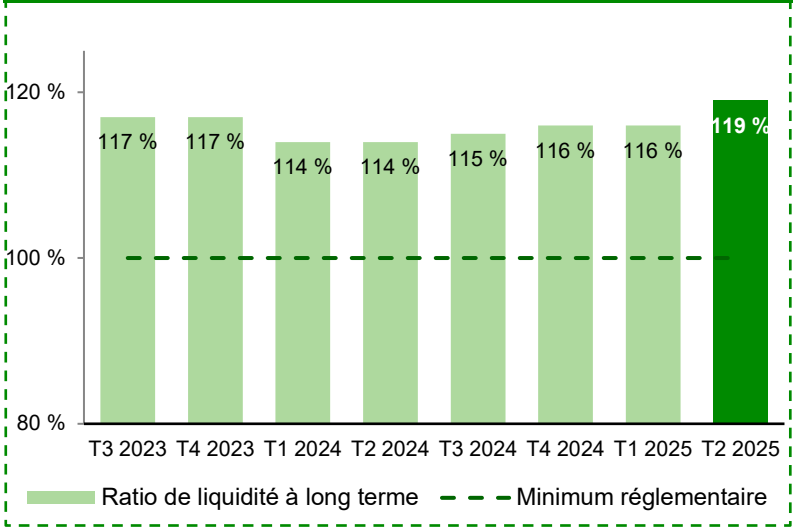
Ratio de liquidité à court terme



Ratio de CTAP fondé sur le levier financier[1,2]



Ratio de liquidité à long terme



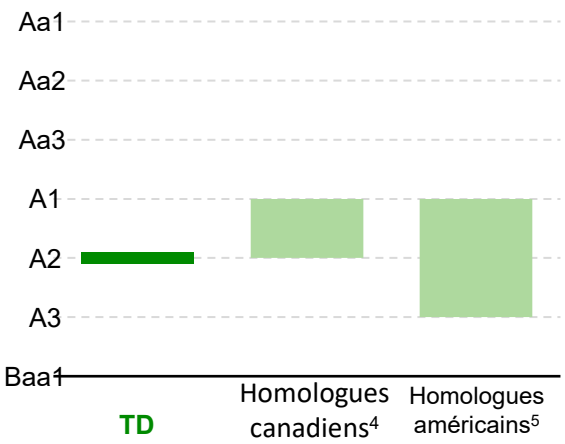
Solides notes de crédit

Notes d'émetteur[1]

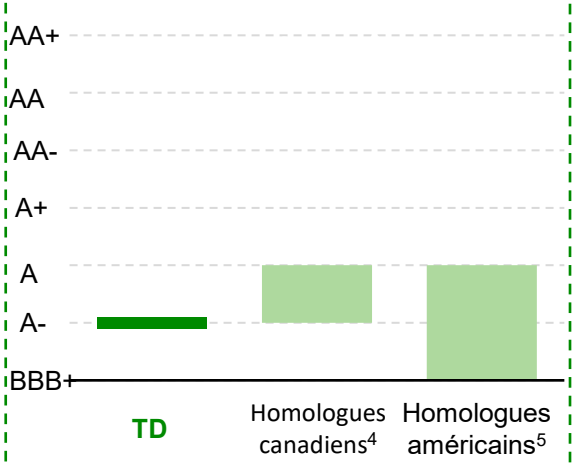
Agences de notation	Notes attribuées aux créances de premier rang[2]	Perspectives
Moody's	A2	Stables
S&P	A-	Stables
DBRS	AA (faible)	Stables
Fitch	AA-	Négatives

Notes par rapport à celles des homologues[1]

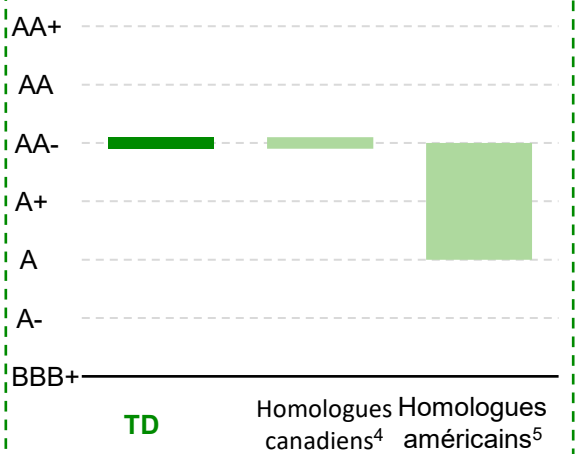
Notes attribuées par Moody's aux créances de premier rang[2] / de



Notes attribuées par S&P aux créances de premier rang[2] / de

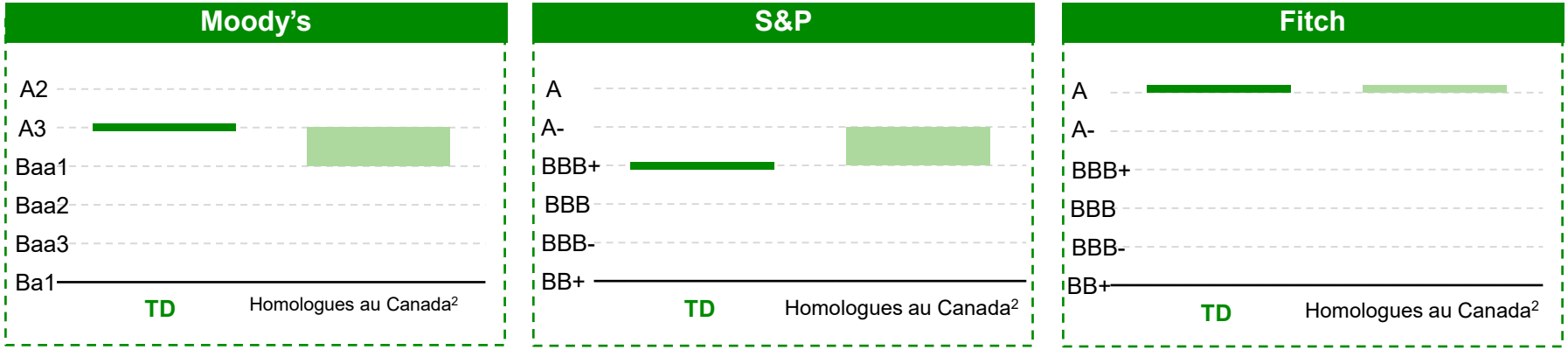


Notes attribuées par Fitch aux créances de premier rang[2] / de

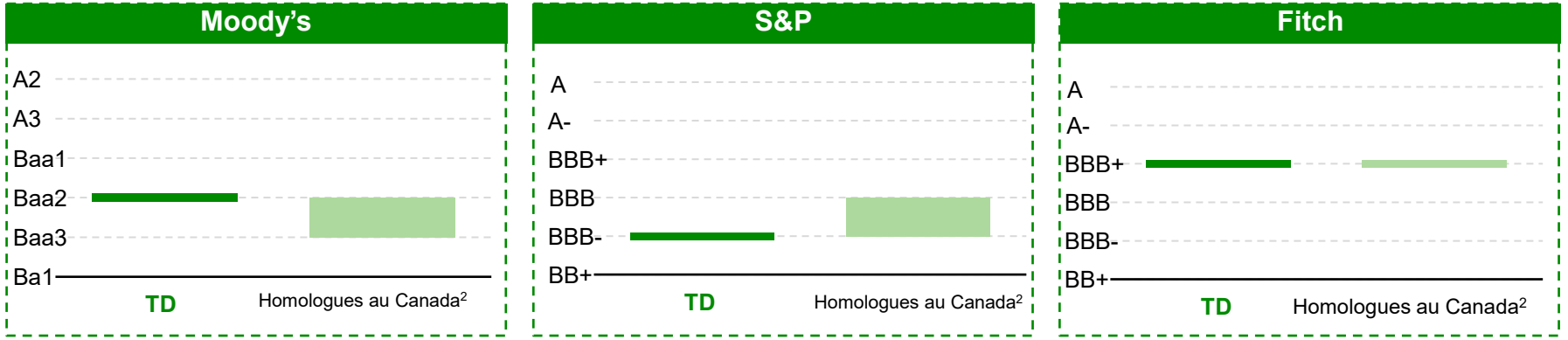


Solides notations des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires

Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2[1]



Notes des billets de capital à recours limité et des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires[1]



Solides notations[1] pour les instruments de capitaux propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2

Aperçu des dépôts

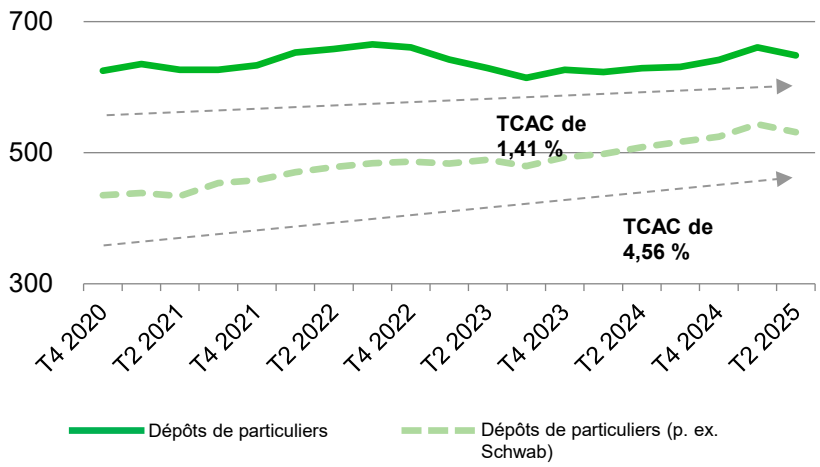
Grand bassin de dépôts de particuliers et d'entreprises[1] comptant pour 70 % du financement total de la Banque

- TD Canada Trust se classe au premier rang pour ce qui est des dépôts de particuliers sans terme[2] – le service à la clientèle légendaire et la puissance de la stratégie Une seule TD
- Les Services de détail aux États-Unis se classent parmi les dix principales banques[3] aux États-Unis, comptant environ 10 millions de clients[4] et des succursales de détail en activité dans 15 États ainsi que dans le District de Columbia

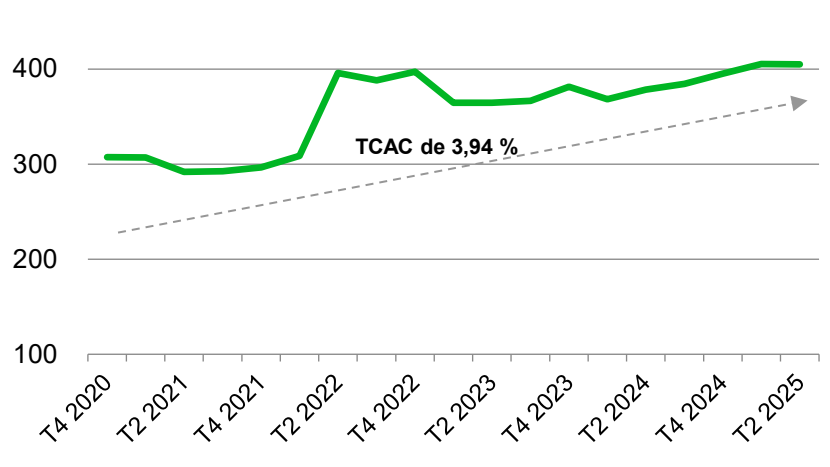
Dépôts des Services de détail : toujours la source principale du financement à long terme des actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque

- Les dépôts fournissent à la Banque une base de financement solide à faible coût. La Banque peut ainsi gérer ses exigences de financement au moyen de divers canaux et devises et divers types de financement des marchés du financement de gros

Dépôts de particuliers (en G$)



Dépôts d'entreprises et de gouvernements (en G$)

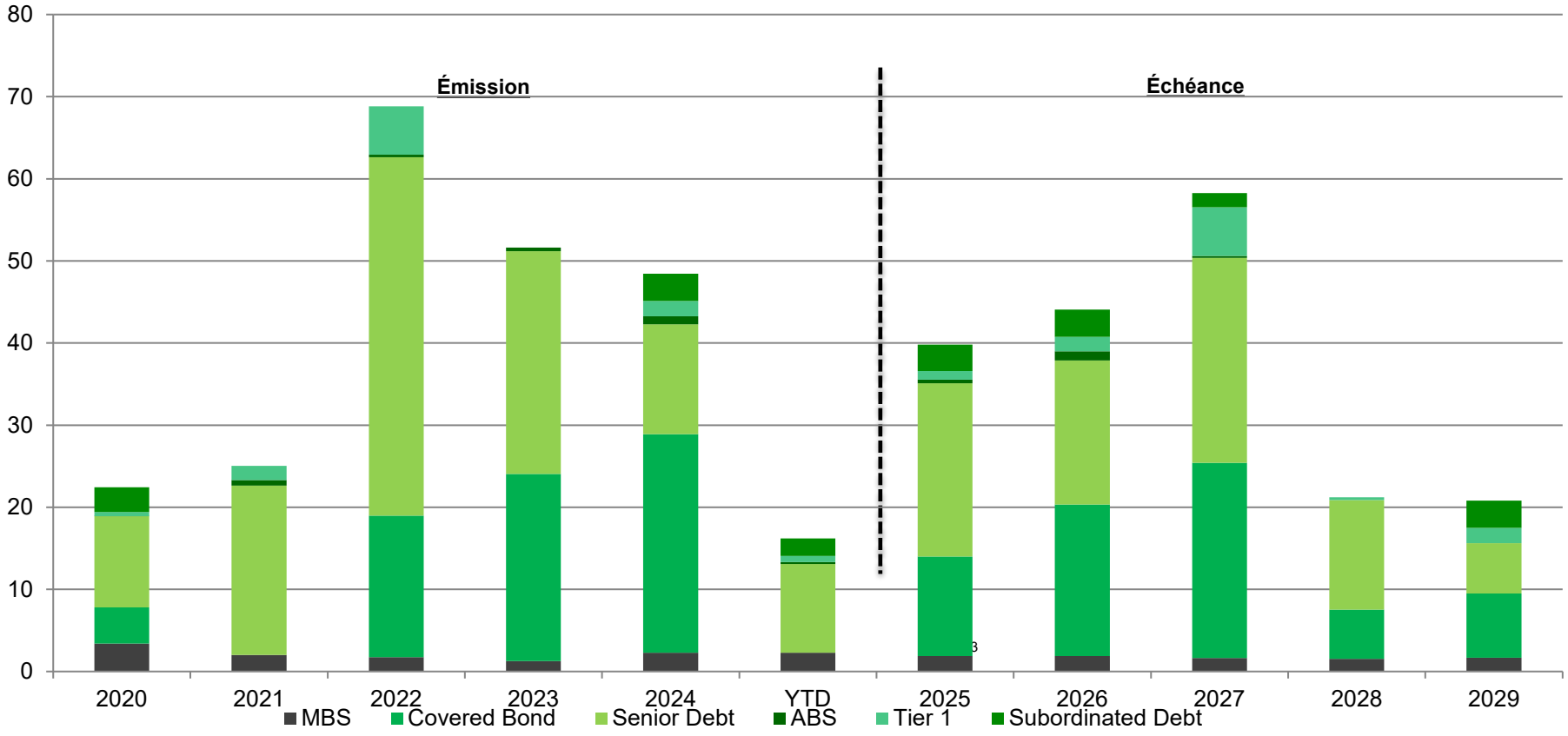


Bilan riche en dépôts et à faible risque

Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises

- Principales sources de financement de la TD : les dépôts de particuliers et d'entreprises
  - Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base stable de dépôts durables et fondés sur la marque
- Le profil de financement de gros tient compte de la composition équilibrée de financement garanti et non garanti
- Profil des échéances bien équilibré

Profil des échéances[1,2] (en G$ CA) (en fonction de la première date de rachat à la valeur nominale)

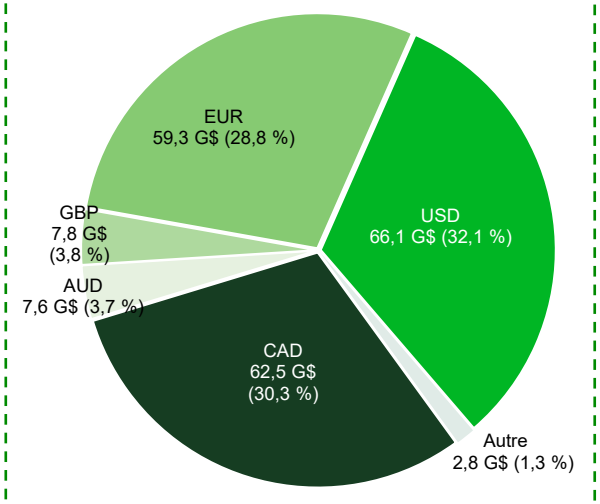


Répartition des titres de créance de gros à terme

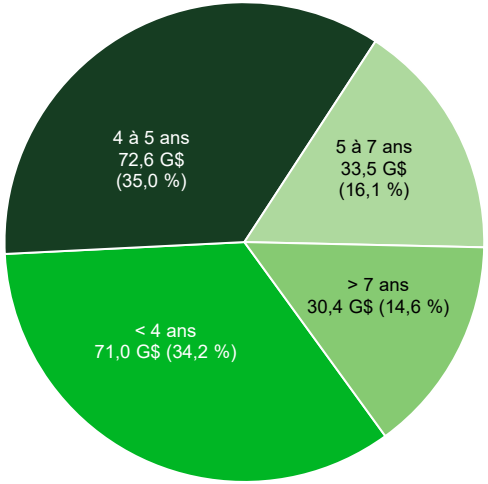
Stratégie de financement

- Financement à terme de gros au moyen de diverses sources dans les marchés nationaux et internationaux
- Le programme législatif d'obligations sécurisées d'une valeur de 100 G$ CA constitue un volet important de la stratégie de financement mondiale
- Émission programmatique sur le marché américain dans le cadre du programme établi de titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes
- Élargissement de la clientèle d'investisseurs par la diversification des devises, de la durée et de la structure
- Récentes opérations en janvier 2025 :
  - Opération de 0,75 G$ US de billets à moyen terme de 1er rang de 7 ans à taux fixe
  - Opération de 1,75 G$ US de billets à moyen terme de 1er rang de 3 ans à taux fixe ou à taux variable
  - Opération de 1,0 G$ CA de débentures subordonnées (10NC5Y)

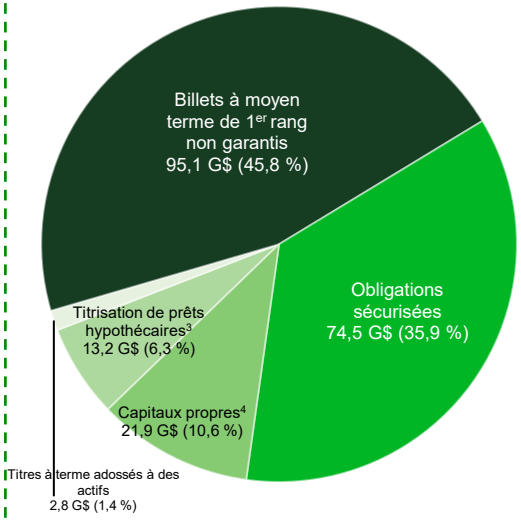
Par devise[1,2]



Par durée[1,2]



Titres de créances de gros à terme[1,2]



Programme législatif d'obligations sécurisées de la TD

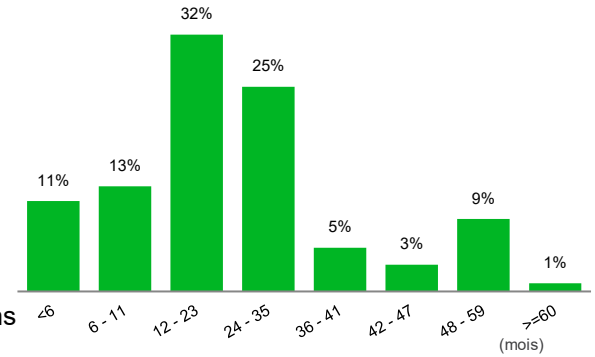
Faits saillants	
Panier de sûretés	▪ Immeuble résidentiel de quatre unités d'habitation ou moins situé au Canada ▪ Actifs ordinaires de premier rang non assurés dont le rapport prêt-valeur initial est de 80 % ou moins
Risques liés au marché du logement	▪ L'évaluation la plus récente du bien immobilier doit être redressée au moins une fois par trimestre pour tenir compte des rajustements de prix ultérieurs à l'aide de la méthode d'indexation
Tests et améliorations du crédit	▪ Test de couverture par l'actif ▪ Test de l'amortissement ▪ Calcul aux fins d'évaluation ▪ Niveau de surdimensionnement ▪ Pourcentage de l'actif ▪ Fonds de réserve ▪ Liquidité avant l'échéance ▪ Limite du BSIF
Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs	▪ Au moins une agence de notation doit en tout temps avoir des cotes courantes attribuées aux obligations en circulation ▪ Tous les éléments déclencheurs doivent être établis en fonction des éléments suivants : – Remplacement d'autres contreparties – Création du fonds de réserve – Notations de pré-échéance – Période de regroupement d'espèces permise
Risques liés aux taux d'intérêt et au change	▪ Gestion des risques liés aux taux d'intérêt et au change : – Swap de taux d'intérêt – Swap d'obligations sécurisées
Exigences de divulgation continue	▪ Rapports mensuels aux investisseurs publiés sur le site Web du programme ▪ Divulgation claire des faits importants dans le document d'appel public à l'épargne
Audit et conformité	▪ Exécution annuelle de procédures d'audit précises par un surveillant du panier de sûretés agréé ▪ Émission d'un certificat de conformité annuelle à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

Programme législatif d'obligations sécurisées de la TD

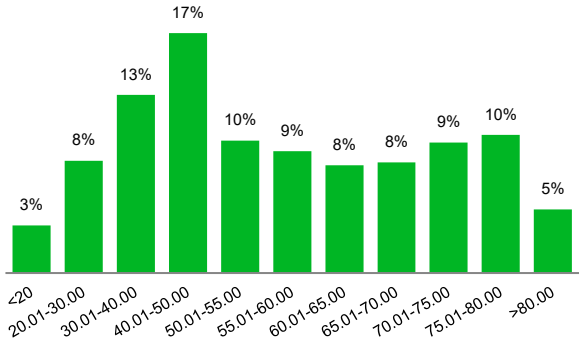
Faits saillants

- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires résidentiels canadiens de premier rang non assurés initiés par la TD
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 53,69 %[1]
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 783
- Le programme d'obligations sécurisées est de 100 G$ CA; la valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation s'élève à 75 G$ CA; le total du panier de sûretés au titre d'obligations sécurisées s'élève à 113 G$ CA
- Le ratio d'obligations sécurisées de la TD est de 3,78 % (limite de 5,5 %)
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA / AAA de Moody's, DBRS et Fitch respectivement[2]
- Les rapports de la société affiliée Covered Bond Label[3] sont présentés au moyen du modèle HTT et respectent les normes minimales en matière d'obligation de fournir des informations et de transparence, conformément à l'article 14 de la directive de l'Union européenne sur les obligations sécurisées

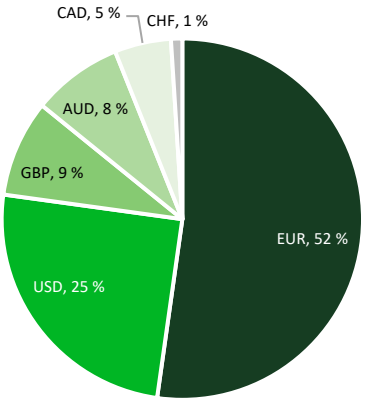
Durée restante



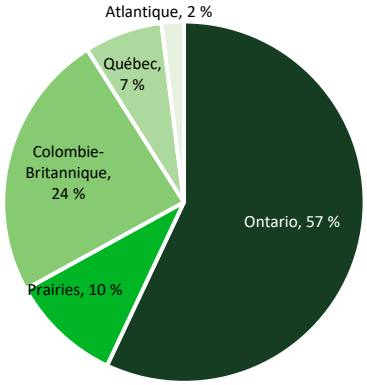
RPV actuel



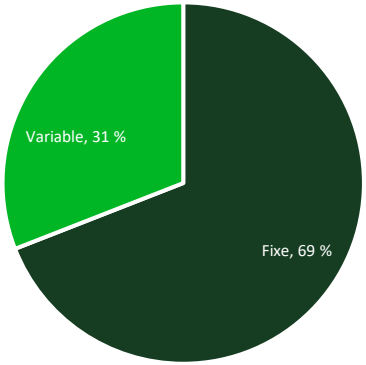
Émissions



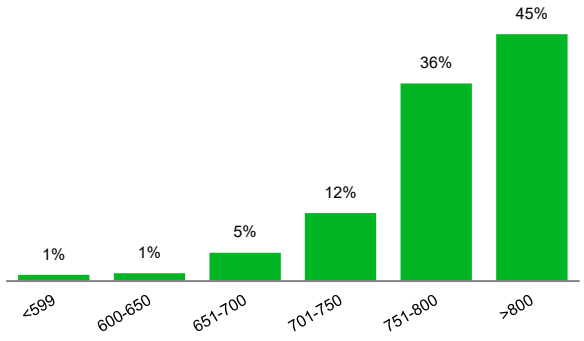
Répartition provinciale



Types de taux d'intérêt



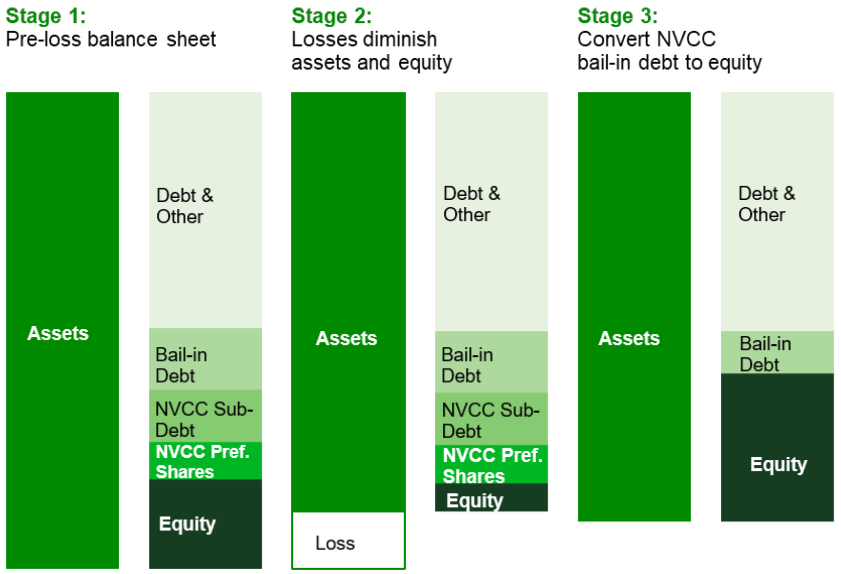
Cote de crédit



Aperçu du régime de recapitalisation interne

Portée du régime de recapitalisation interne

- **Passifs visés.** Titres de créance à long terme de premier rang non garantis (durée initiale jusqu'à l'échéance d'au moins 400 jours) négociables et transférables (CUSIP, ISIN ou autre identification similaire) et émis le 23 septembre 2018 ou après[1]. Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, les BISN canadiennes ne peuvent pas choisir d'émettre des créances de premier rang non garanties qui ne sont pas visées par le régime de recapitalisation interne
- **Passifs exclus.** Les dépôts des clients, y compris les comptes-chèques, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comme les certificats de placement garan (CPG), les passifs garantis (p. ex. les obligations sécurisées), les titres adossés à des créances mobilières et la plupart des billets structurés
- Tous les éléments de passif visés, y compris ceux assujettis à une réglementation étrangère, sont sujets à conversion et doivent indiquer dans leurs conditions contractuelles que le titulaire du passif est lié par l'application de la *Loi sur la SADC*



Modalités de la conversion aux fins de recapitalisation interne

- **Modalités de conversion flexible.** La SADC peut, à sa discrétion, décider de la quantité de titres de créance admissibles devant être convertis ainsi que du multiplicateur de conversion approprié[2] de sorte à respecter la hiérarchie des créanciers et à opter pour un multiplicateur plus favorable que celui offert aux investisseurs de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)
- **Aucun élément déclencheur contractuel.** La conversion aux fins de la recapitalisation interne est assujettie à la détermination réglementaire de la non-viabilité, et non pas à un élément déclencheur établi
- **Conversion de la totalité des FPUNV.** Il doit y avoir conversion de la totalité des instruments constituant des FPUNV avant que des créances de recapitalisation interne ne soient converties. Grâce à d'autres outils de règlement, les détenteurs d'anciens instruments de capital autres que des FPUNV pourraient également subir des pertes, ce qui ferait en sorte que les détenteurs de billets de recapitalisation interne bénéficieraient d'un traitement plus favorable que les détenteurs d'instruments de rang inférieur
- **Principe « No Creditor Worse Off ».** La SADC indemnisera les investisseurs s'ils se retrouvent dans une situation pire dans le cadre d'une recapitalisation interne que si la banque avait été liquidée. Les détenteurs de créances de recapitalisation interne seront de rang égal aux détenteurs de titres de premier rang non garantis, notamment de dépôts, aux fins du calcul de la liquidation
- **Conversion en actions.** Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, la recapitalisation interne est réalisée par la conversion en actions seulement, sans possibilité de dépréciation

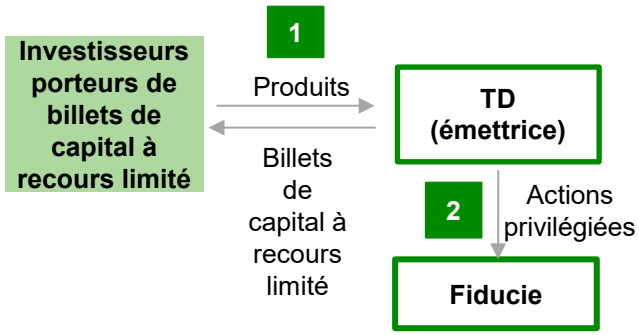
Billets de capital à recours limité

Aperçu des billets de capital à recours limité

- Les intérêts des porteurs de billets de capital à recours limité occupent le même rang que ceux d'autres billets de capital à recours limité et d'actions privilégiées, et un rang supérieur aux actions ordinaires. Les billets de capital à recours limité sont émis uniquement aux investisseurs institutionnels sans aucune restriction de négociation aux États-Unis et, après quatre mois, au Canada
- Les billets de capital à recours limité ne sont pas assujettis à une retenue d'impôt. Des montants supplémentaires[1] doivent être versés si une retenue d'impôt est perçue à l'avenir (pour les billets de capital à recours limité seulement, et non les actifs utilisés en recours)
- Recours limité : En cas de recours, les investisseurs porteurs de billets de capital à recours limité peuvent uniquement utiliser les actifs détenus dans une fiducie, initialement des actions privilégiées[2]. La TD peut également convertir les actions privilégiées en titres de créance à durée indéterminée de catégorie 1, sous réserve de l'approbation du BSIF
- On parle de recours dans les cas suivants :

1. Intérêts non payés en espèces (droit de remédier de cinq jours ouvrables)
2. Capital non payé en espèces à la date d'échéance
3. Produit du rachat non payé en espèces
4. Cas de défaut (faillite, insolvabilité ou liquidation)
5. Événement déclencheur[3]

Structure des billets de capital à recours limité



1

TD (émettrice)

- La TD émet des billets de capital à recours limité aux investisseurs et reçoit un produit en contrepartie
- Les paiements de coupons sont effectués par la TD, et générés par des flux de trésorerie internes

2

Fiducie à recours limité (fiducie)

- La fiducie est établie par la TD et acquiert, auprès de la TD, des actions privilégiées à taux rajusté fixe tous les cinq ans et à dividende non cumulatif des FPUNV (actions privilégiées sous forme de billets de capital à recours limité)
- En cas de recours, les actifs à recours limité détenus dans la fiducie sont remis aux investisseurs
- Le taux de dividende (y compris l'écart de rétablissement et la référence de l'indice de référence) et la fréquence de paiement des actions privilégiées sous forme de billets de capital à recours limité correspondent à ceux des billets de capital à recours limité

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)

- Le rang des titres de crédit est codifié en tant que principe dans les documents réglementaires et législatifs au Canada
- Le point de non-viabilité est atteint lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable ou si la banque accepte une injection de capitaux de la part du gouvernement
  - Il est important de noter que le soutien en matière de liquidités ne constitue pas automatiquement un point de non-viabilité
- En mars 2023, le BSIF a fait la déclaration ci-dessous, qui illustre la vocation réglementaire du régime de résolution au Canada :

  Si une institution financière de dépôt atteint le point de non-viabilité, les lignes directrices sur les fonds propres du BSIF exigent que les éléments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2 soient convertis en actions ordinaires d'une manière qui respecte la hiérarchie des réclamations en liquidation. Il en résulte une dilution importante pour les actuels actionnaires ordinaires. Ce type de conversion permet de s'assurer que les détenteurs d'obligations de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2 obtiennent des résultats économiques plus favorables que les actuels actionnaires ordinaires qui seraient les premiers à subir des pertes[1]
- Les billets traités en FPUNV au Canada sont bien alignés sur les caractéristiques familières des comparables internationaux :
  - Aucun incitant pour l'échange n'est autorisé (p. ex. pas d'augmentation du taux ou de l'écart des coupons)
  - Terme minimum d'au moins 5 ans; peut être remboursable par anticipation après 5 ans
  - Le traitement du capital est amorti linéairement au cours des cinq dernières années précédant l'échéance

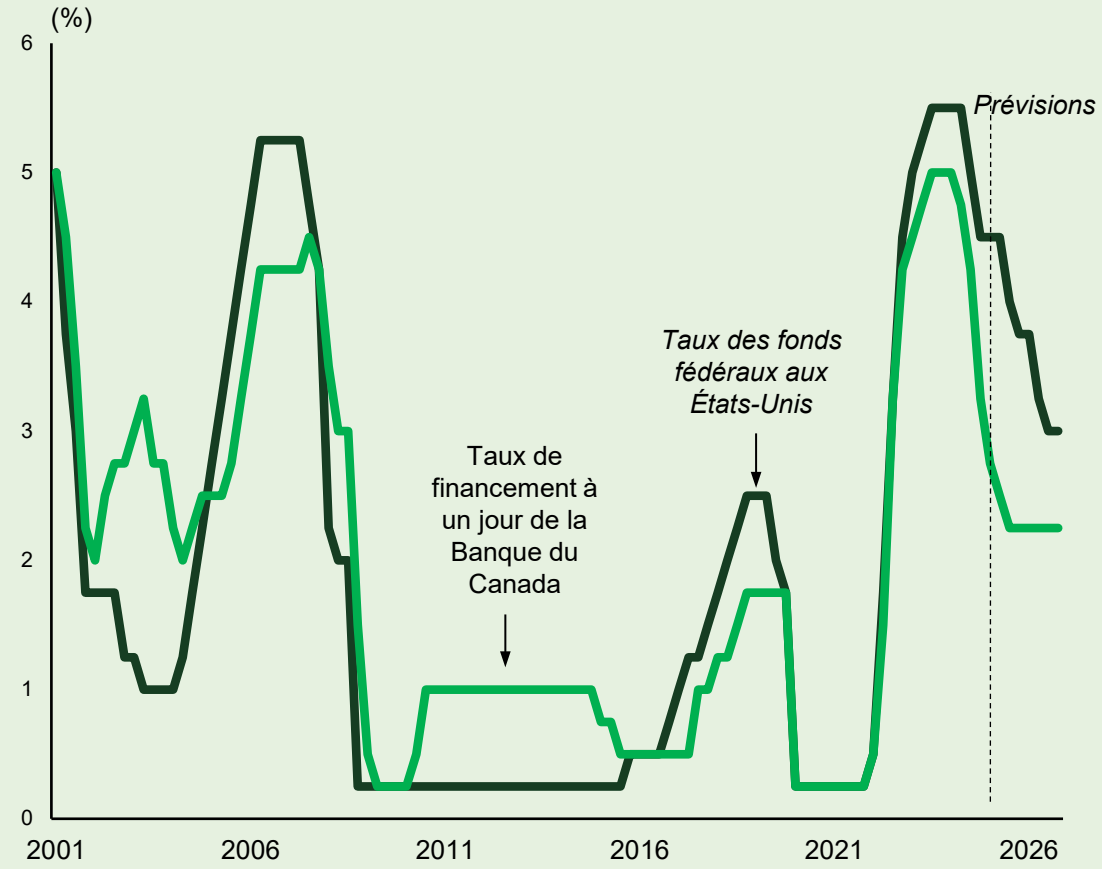
Comparaison de l'absorption des pertes liées aux FPUNV par territoire[2]

::	Canada	Suisse	Union européenne	Royaume-Uni	États-Unis	Australie
Organisme de réglementation	BSIF	FINMA	Conseil de résolution unique et mécanisme de surveillance unique	PRA	FDIC	APRA
Déclencheur de l'absorption des pertes	Événement déclencheur – FPUNV	Événement déclencheur et événement en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	Événement déclencheur et événement en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	Événement déclencheur et événement en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	-	Événement déclencheur en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires
Élément déclencheur – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	-	7 % pour un événement déclencheur à risque élevé 5,125 % pour un événement déclencheur qui ne présente pas un risque élevé	5,125 %/7 % Diffère d'un territoire à l'autre	7 %	-	5,13 %
Déclencheur du point de non-viabilité	Contractuel au point de non-viabilité, à la discrétion de l'organisme de réglementation. Le règlement sur la recapitalisation interne indique que les instruments des FPUNV doivent être convertis avant ou en même temps que les passifs du régime de recapitalisation interne	Contractuel au point de non-viabilité, à la discrétion de l'organisme de réglementation, effectuer la dépréciation/conversion, avant ou en même temps que le pouvoir de résolution	Obligatoire au point de non-viabilité, avant ou en même temps que le pouvoir de résolution	Obligatoire au point de non-viabilité, avant ou en même temps que le pouvoir de résolution	Obligatoire, à la discrétion de l'organisme de réglementation	Contractuel au point de non-viabilité, à la discrétion de l'organisme de réglementation.
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires : Annulation discrétionnaire du paiement des intérêts	Oui (pour les billets de capital à recours limité, entière discrétion de déclencher la livraison d'actions privilégiées au lieu de paiements d'intérêts)	Oui (+ arrêt des dividendes)	Oui	Oui	Oui (+ arrêt des dividendes)	S. O. APRA prévoit éliminer les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires[3]
Mécanisme d'absorption des pertes	Conversion	Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires : Conversion ou dépréciation permanente. Aucun instrument de fonds propres de catégorie 2 émis	Conversion ou dépréciation temporaire	Conversion	Dépréciation permanente	Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires : Conversion Fonds propres de catégorie 2 : Conversion ou dépréciation permanente, en cas d'échec de la conversion

Annexe
Perspectives économiques

Perspectives relatives aux taux d'intérêt[1]

Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis



- La Réserve fédérale a réduit le taux des fonds fédéraux de 25 pdb en décembre 2024, dont la fourchette cible se situe entre 4,25 % et 4,50 %. Les Services économiques TD s'attendent à ce que la Réserve fédérale réduise ses taux de 25 pdb supplémentaires à leur dernière réunion en juillet.

- La Banque du Canada (BdC) a dernièrement réduit son taux du financement à un jour à 2,75 % en mars 2025, et les Services économiques TD prévoient la baisse de 25 pdb supplémentaires en juin 2025.

D'ici la fin de l'année 2025, les Services économiques TD s'attendent à ce que la Réserve fédérale et la Banque du Canada réduisent leurs taux directeurs à 3,75 % et à 2,25 %, respectivement

Mise à jour des Services économiques TD[1]

À l'échelle mondiale : La croissance mondiale restera faible en 2025

- L'inflation a considérablement diminué, mais les prix des biens ont augmenté et pourraient représenter un défi pour certaines banques centrales.
- Dans la zone euro, le ralentissement de l'inflation et la faible croissance devraient permettre à la Banque centrale européenne (BCE) de continuer de réduire graduellement son taux de dépôt.
- Les perspectives de la Chine pour 2025 seront freinées par les droits de douane, même avec la pause récemment annoncée. Les Services économiques TD s'attendent à ce que la croissance n'atteigne pas leur cible d'« environ 5 % » pour l'année, mais d'autres mesures d'incitation fiscale pourraient stimuler la croissance.

Perspectives aux États-Unis : L'économie américaine devrait ralentir en 2025

- La croissance de l'économie aux États-Unis devrait augmenter de 1,5 % en 2025, un pourcentage en baisse comparativement à celui de 2024, qui se situait à 2,8 %.
- La majeure partie du ralentissement de la croissance prévu cette année est attribuable à la hausse des droits de douane, mais il y a toujours un degré d'incertitude élevé à l'égard de l'ampleur, de la durée et de la composition de ces droits.
- D'autres réductions d'impôt et une réglementation plus permissive devraient compenser en partie la croissance en 2026.
- L'inflation plus élevée et la possibilité d'une certaine tendance à la hausse du taux de chômage maintiendront la Réserve fédérale des États-Unis sur le statu quo au moins jusqu'en juillet, et trois réductions de taux d'un quart de point d'ici la fin de l'année sont attendues. Le taux directeur ne retournera pas à sa fourchette cible « neutre » de 2,75 % à 3,0 % avant le T3 de 2026 (trois mois plus tard qu'on ne le pensait).

L'économie canadienne va permettre de rétablir la tendance à mesure que les taux baissent

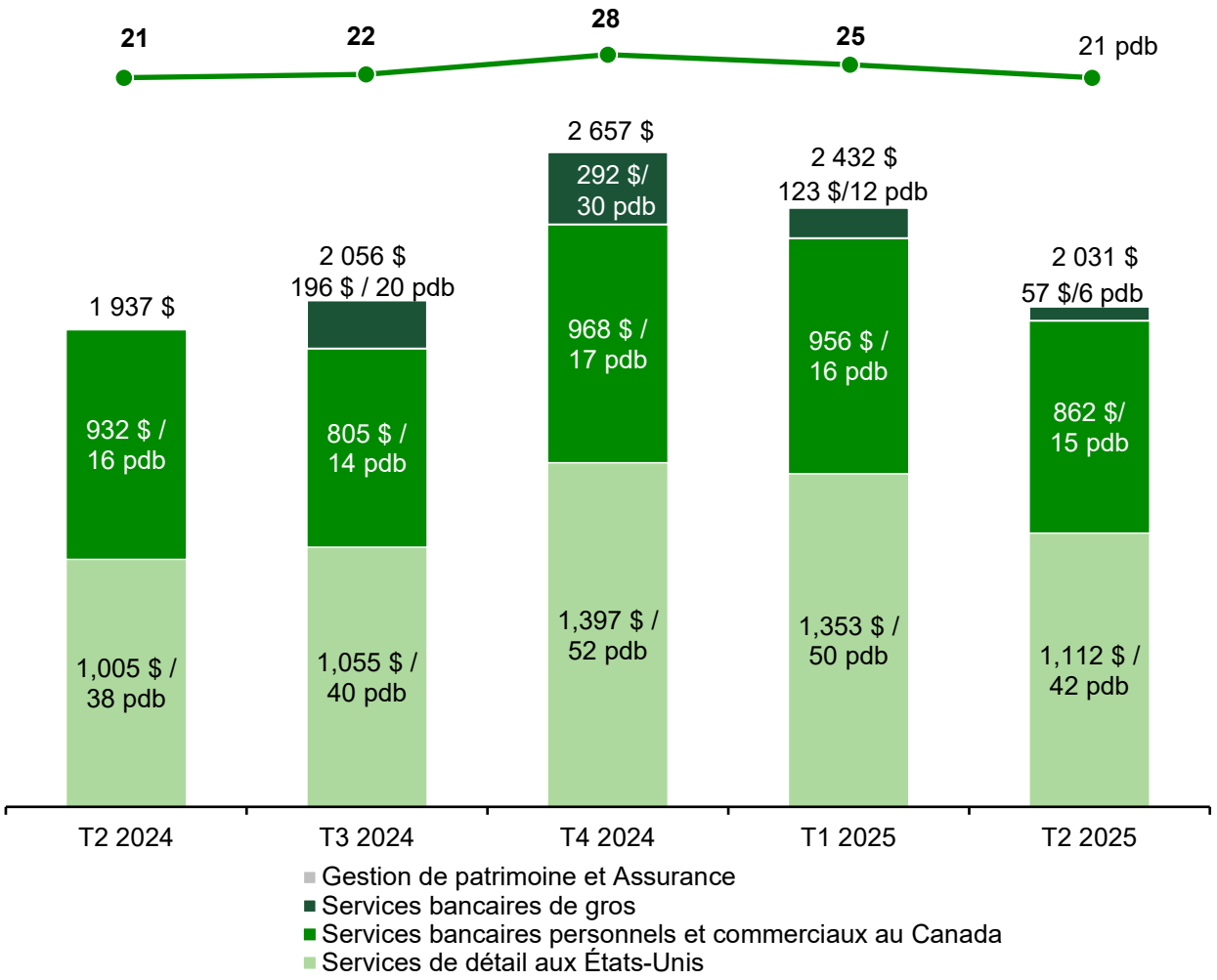
- L'incertitude élevée en matière de commerce engendre une conjoncture économique canadienne défavorable. Dans ce contexte, la croissance devrait ralentir pour passer de 1,5 % en 2024 à 0,8 % en 2025. La forte croissance de la population active s'est poursuivie au début de l'année, mais avec le faible taux d'embauche, le chômage a grimpé à 6,9 % en avril, comparativement à 6,2 % au même mois l'an dernier. La faible croissance de l'emploi devrait se poursuivre tout au long de l'année, ce qui augmentera encore le taux de chômage.
- L'inflation globale des prix à la consommation est de 2,3 % (sur 12 mois) et les effets des droits de douane ne se sont pas encore entièrement ressentis. Toutefois, en raison de l'incertitude élevée qui alimente le ralentissement de l'économie, la Banque du Canada devrait procéder à une autre baisse de taux en 2025 pour contribuer à soutenir l'économie.

Annexe
Qualité du crédit

Formations de prêts douteux bruts

par secteur d'exploitation

Formations de prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



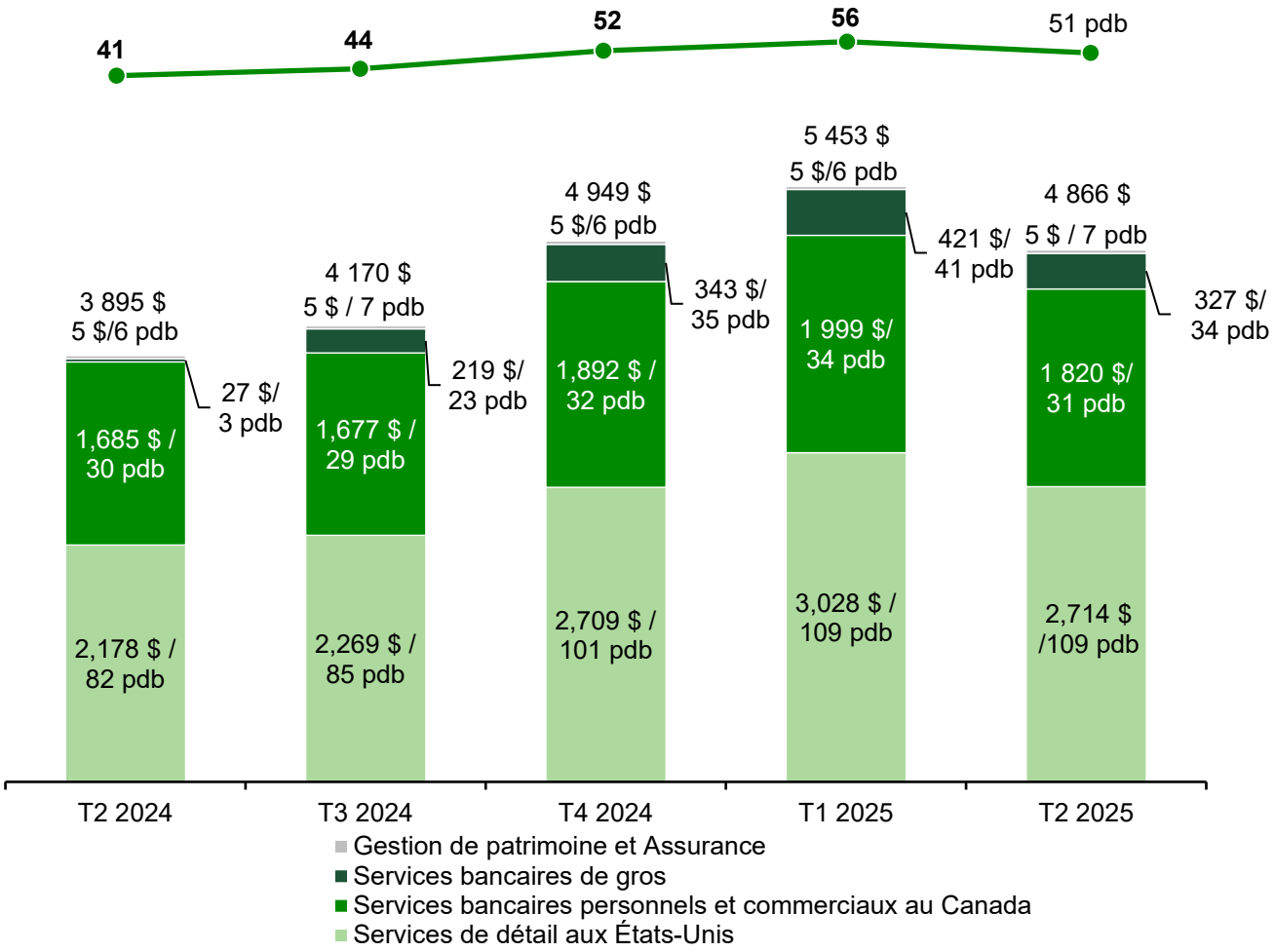
Faits saillants

- Diminution de 4 pdb des formations de prêts douteux bruts sur 3 mois, attribuable à ce qui suit :
  - Les portefeuilles de prêts aux entreprises, aux gouvernements et à la consommation

Prêts douteux bruts

par secteur d'exploitation

Prêts douteux bruts : en M$ et ratios[1]

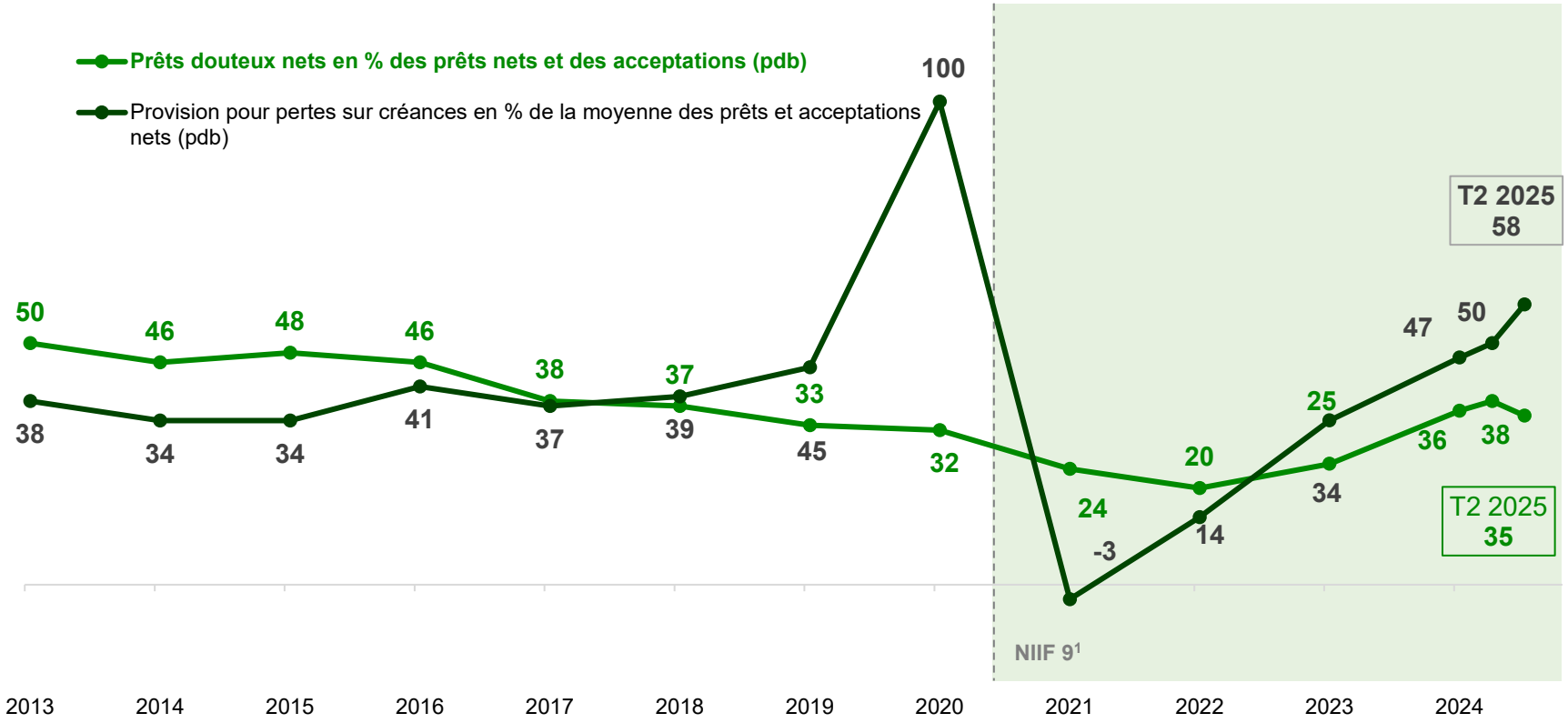


Faits saillants

- Augmentation des prêts douteux bruts sur 3 mois, comme en témoigne ce qui suit :
  - Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements
  - Incidence des opérations de change de 197 M$

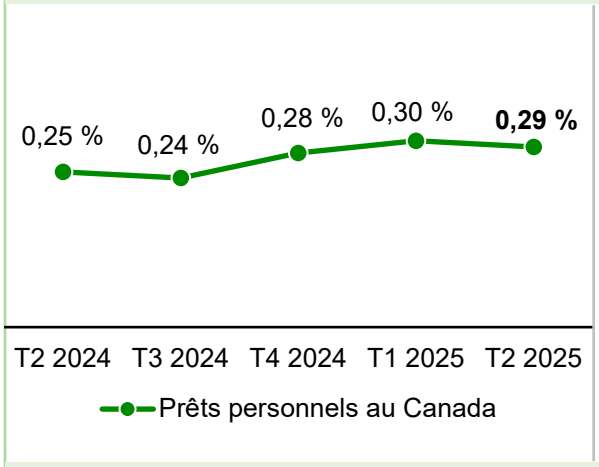
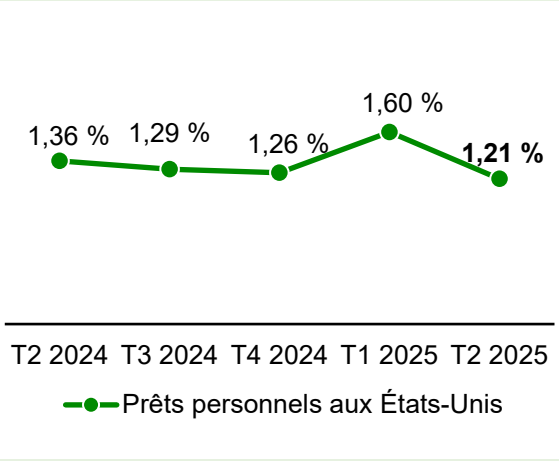
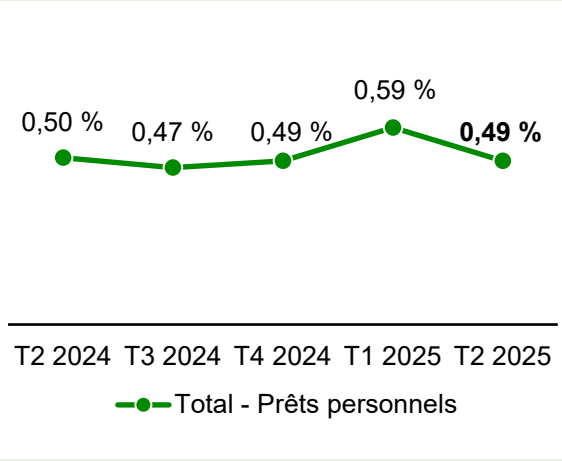
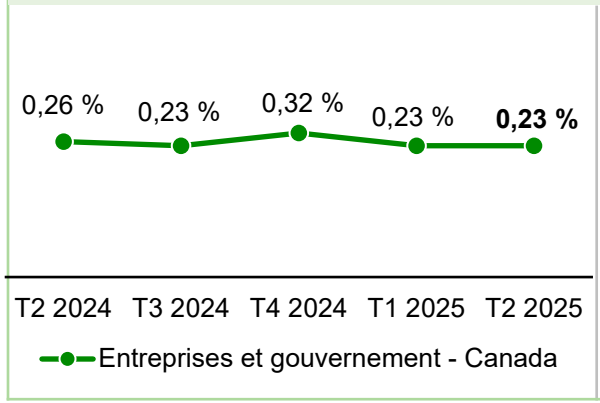
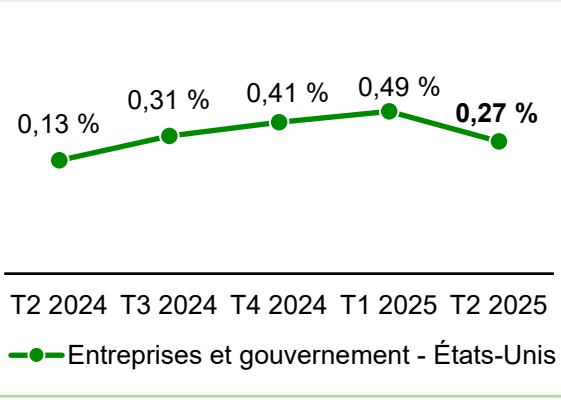
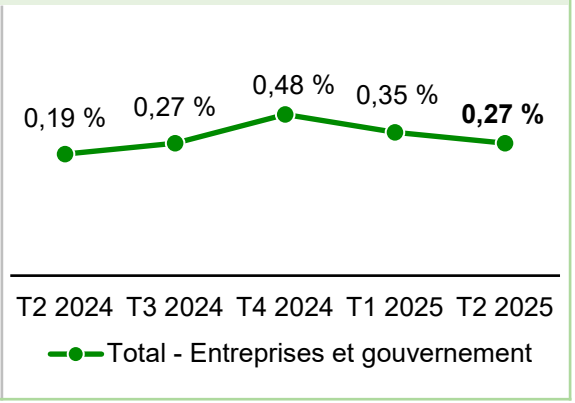
Qualité du crédit

Ratios de prêts douteux nets et de PPC (pdb)



Provision pour pertes sur créances – Prêts douteux[1]

par emplacement géographique

Canada	États-Unis	Banque – Total
Taux de la PPC pour prêts douteux – Prêts aux particuliers		
		
Taux de la PPC pour prêts douteux – Entreprises et gouvernement		
		

Provision pour pertes sur créances (PPC)

Prêts douteux et prêts productifs

PPC[1] (en M$)

	T2 2024	T1 2025	T2 2025
Banque – Total	**1 071**	**1 212**	**1 341**
Prêts douteux	870	1 216	946
Prêts productifs	201	(4)	395
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	**467**	**521**	**622**
Prêts douteux	397	459	428
Prêts productifs	70	62	194
Services de détail aux États-Unis (net)	**380**	**451**	**442**
Prêts douteux	311	529	309
Prêts productifs	69	(78)	133
Services bancaires de gros	**55**	**72**	**123**
Prêts douteux	(1)	33	61
Prêts productifs	56	39	62
Siège social Quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux É.-U.	**169**	**168**	**154**
Prêts douteux	163	195	148
Prêts productifs	6	(27)	6
Gestion de patrimoine et Assurance	**-**	**-**	**-**
Prêts douteux	-	-	-
Prêts productifs	-	-	-

Faits saillants

- Baisse de la PPC pour prêts douteux sur 3 mois, comme en témoigne ce qui suit :
  - Portefeuilles de prêts commerciaux et à la consommation au Canada et aux États-Unis
- PPC pour prêts productifs du trimestre en cours enregistrée dans les portefeuilles de prêts aux entreprises, aux gouvernements et à la consommation

Services bancaires personnels au Canada

Services bancaires personnels au Canada (T2 2025)[1]

	Prêts bruts (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Prêts hypothécaires résidentiels	267,4	301	0,11
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	128,6	196	0,15
Prêts automobiles indirects	30,6	126	0,41
Cartes de crédit	21,0	153	0,73
Autres prêts aux particuliers	13,0	65	0,50
Lignes de crédit non garanties	*10,4*	*45*	*0,43*
Total des Services bancaires personnels au Canada	**460,6**	**841**	**0,18**
Variation par rapport au T1 2025	2,7	(39)	(0,01)

Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur par région (en %)[2,3]

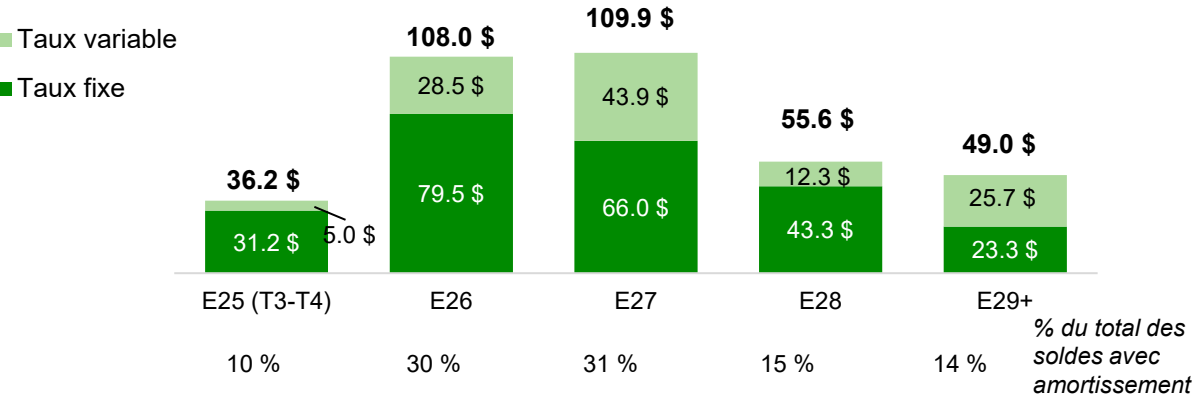
	T1 2025			T2 2025		
	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total
Atlantique	59	49	55	59	49	55
C.-B.	57	46	52	58	47	53
Ontario	59	46	52	59	47	53
Prairies	60	48	55	61	49	56
Québec	59	55	57	60	54	57
Canada	**59**	**47**	**53**	**59**	**48**	**54**

Faits saillants

- Diminution des prêts douteux bruts sur 3 mois dans les portefeuilles de prêts à la consommation

Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada

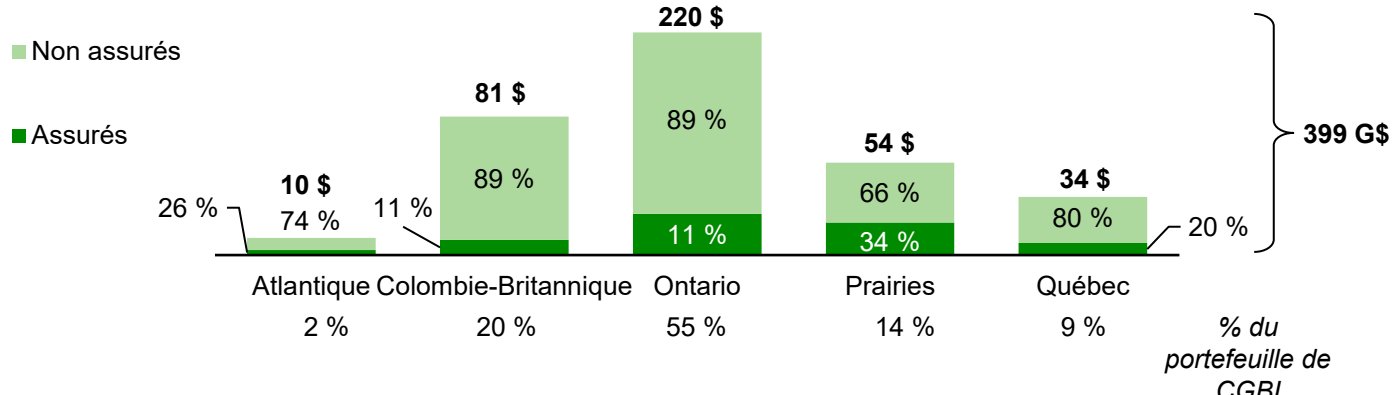
Calendrier d'échéance (en G$)[1]



Portefeuille de CGBI au Canada – Rapport prêt-valeur (en %)[2]

	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Non assurés	53	51	52	53	54
Assurés	52	51	51	52	53

Répartition régionale[3] (en G$)

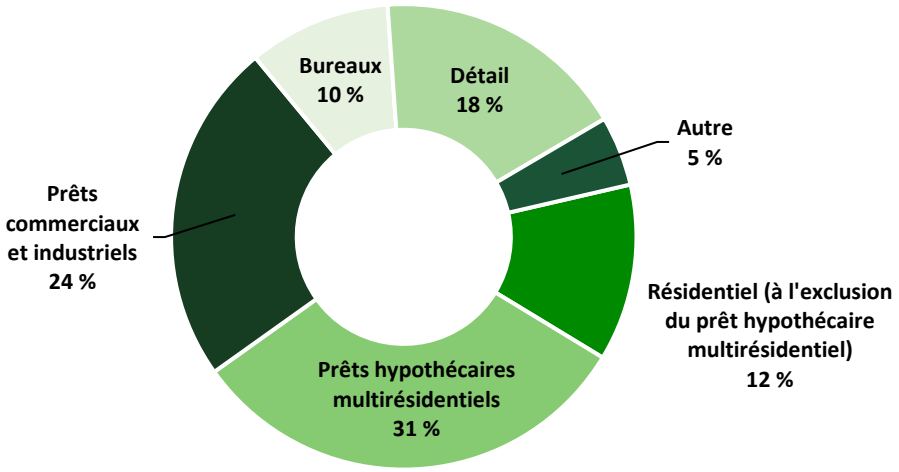


Faits saillants

- **Portefeuille de CGBI au Canada s'établissant à 399 G$**
  - 91 % du portefeuille de CBGI est dans la catégorie Amortissables[4], 73 % du portefeuille LDCVD est dans la catégorie Amortissables
  - Taux d'intérêt variable de 38 %, dont 21 % pour les prêts hypothécaires et 17 % pour les LDCVD
  - 15 % du portefeuille de CGBI assurés
- **La qualité du crédit du portefeuille de CGBI au Canada est demeurée solide**
  - Taux moyen de pertes sur cinq ans d'environ 1 pdb
  - Cote de crédit moyenne[5] de 793 pour le portefeuille non assuré; largement stable sur 3 mois
  - Moins de 1 % du portefeuille de CGBI non assuré a un pointage du bureau de crédit de 650 ou moins et a un RPV supérieur à 75 %
- **La qualité du crédit garanti par des biens immobiliers consenti aux acheteurs de copropriétés et aux investisseurs[6] est en phase avec le portefeuille global**
  - Le CGBI consenti aux acheteurs de copropriétés représentait environ 15 % des CGBI en attente, dont 19 % étant assurés
  - Le CGBI consenti aux investisseurs représentait environ 12 % des CGBI en attente

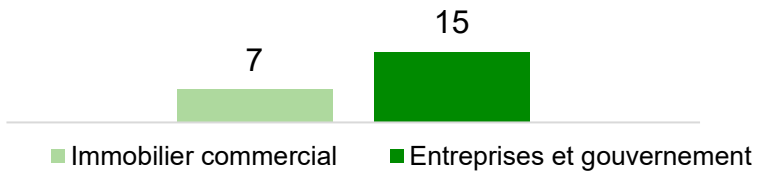
Immobilier commercial

Aperçu du portefeuille de l'immobilier commercial : 97 G$



- Des prêts hypothécaires multirésidentiels canadiens de 12,8 G$ sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

Taux moyen mobile sur cinq ans de la PPC pour prêts douteux (pdb)



Faits saillants

- Le secteur de l'immobilier commercial représente 97 G$ ou 10 % du total des prêts et des acceptations bruts de la Banque[1]
  - Le portefeuille est bien diversifié à l'échelle des secteurs géographiques et des sous-segments
  - 57 % du portefeuille de l'immobilier commercial se trouve au Canada, et 43 %, aux États-Unis
  - Le secteur Bureaux représente environ 1 % du total des prêts et acceptations bruts de la TD
    - 32 % du secteur Bureaux de l'immobilier commercial se trouve au Canada et 68 %, aux États-Unis
- Les prêts consentis pour la construction d'unités en copropriété au Canada comptaient pour environ 2 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada
  - Le portefeuille est bien diversifié grâce à plusieurs projets et à des constructeurs expérimentés, et il continue d'afficher de bons rendements
- Le secteur de l'immobilier commercial a enregistré des pertes sur prêts moyennes sur cinq ans de 7 pdb, comparativement au taux moyen de pertes plus généralisé de 15 pdb pour les entreprises et le gouvernement

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada (T2 2025)

	Prêts bruts/ AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Services bancaires commerciaux[1]	130,8	979	0,75
Services bancaires de gros	96,5	327	0,34
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	**227,3**	**1 306**	**0,57**
Variation par rapport au T1 2025	(3,5)	(234)	(0,10)

Répartition par secteur[1]

	Prêts bruts/ AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)
Immobilier résidentiel	28,7	3
Immobilier non résidentiel	28,2	68
Services financiers	40,7	49
Gouvernement/fonction publique/santé et services sociaux	16,8	123
Pétrole et gaz	4,0	8
Métaux et mines	3,6	55
Foresterie	1,1	66
Produits de consommation[2]	9,5	178
Industriel/manufacturier[3]	14,5	177
Agriculture	12,3	63
Automobile	16,8	136
Autres[4]	51,1	380
Total	**227,3 $**	**1 306 $**

Faits saillants

- Diminution des prêts douteux bruts sur 3 mois dans les portefeuilles de prêts des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros

Services bancaires personnels aux États-Unis

Services bancaires personnels aux États-Unis (T2 2025)

En dollars US, sauf indication contraire	Prêts bruts (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Prêts hypothécaires résidentiels	33,5	387	1,15
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[1]	8,6	209	2,44
Prêts automobiles indirects	30,6	241	0,79
Cartes de crédit	14,1	275	1,95
Autres prêts aux particuliers	0,8	8	0,97
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (en $ US)	**87,6**	**1 120**	**1,28**
Variation par rapport au T1 2025 (en $ US)	(9,2)	(35)	0,09
Opérations de change	33,2	423	s. o.
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (en $ CA)	**120,8**	**1 543**	**1,28**

Portefeuille de CGBI aux É.-U.

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour[2]

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels (en %)	LDCVD de premier rang (en %)	LDCVD de deuxième rang (en %)	Total (en %)
>80 %	8	1	3	6
De 61 à 80 %	28	7	37	28
<= 60 %	64	92	60	66
Cotes FICO actuelles > 700	92	86	82	90

Faits saillants

- Diminution des prêts douteux bruts au sein des Services bancaires personnels aux États-Unis, attribuable aux cartes aux États-Unis et aux tendances saisonnières

Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Services bancaires commerciaux aux États-Unis (T2 2025)

En dollars US, sauf indication contraire	Prêts bruts/ AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Immobilier commercial	**29,2**	**485**	**1,66**
Immobilier non résidentiel	19,2	309	1,61
Immobilier résidentiel	10,0	176	1,76
Commercial et industriel	**64,3**	**364**	**0,57**
Total des Services bancaires commerciaux aux É.-U. (en $ US)	**93,5**	**849**	**0,91**
Variation par rapport au T1 2025 (en $ US)	(0,6)	(82)	(0,08)
Opérations de change	35,3	322	s. o.
Total des Services bancaires commerciaux aux É.-U. (en $ CA)	**128,8**	**1 171**	**0,91**

Faits saillants

- Diminution des prêts douteux bruts sur 3 mois, alors que les résolutions ont surpassé les formations

Immobilier commercial

	Prêts bruts/ AB (en G$ US)	Prêts douteux bruts (en M$ US)
Bureaux	3,8	252
Commerce de détail	5,7	49
Appartements	9,5	173
Résidentiel à vendre	0,1	-
Industriel	2,5	-
Hôtels	0,4	6
Terrains commerciaux	0,1	-
Autres	7,1	5
Total Immobilier commercial	**29,2**	**485**

Commercial et industriel

	Prêts bruts/ AB (en G$ US)	Prêts douteux bruts (en M$ US)
Santé et services sociaux	10,6	21
Services professionnels et autres	8,0	103
Produits de consommation[1]	6,9	82
Industriel/manufacturier[2]	7,1	74
Gouvernement/secteur public	12,0	42
Financier	7,5	1
Automobile	4,0	3
Autres[3]	8,2	38
Total Commercial et industriel	**64,3**	**364**

Annexe
Renseignements supplémentaires

T2 2025 : Bénéfices avant impôts et provisions et levier d'exploitation[1,2]

Modifié pour la quote-part de la PPC revenant aux partenaires du PCS, les opérations de change et les charges afférentes aux activités d'assurance

	BANQUE – TOTAL	T2 2025		T1 2025		T2 2024		Référence IFS
		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	
	Résultats comme présentés (en M$)	**22 937**	**8 139**	**14 049**	**8 070**	**13 819**	**8 401**	Page 2, lignes 3 et 6
1	Bénéfices avant impôts et provisions	**14 798**		**5 979**		**5 418**		
2	Bénéfices avant impôts et provisions (sur 3 mois)	147,5 %		(19,9 %)		(4,7 %)		
3	Bénéfices avant impôts et provisions (sur 12 mois)	173,1 %		5,2 %		(4,0 %)		
4	Produits (sur 12 mois)	66,0 %		2,4 %		11,5 %		
5	Charges (sur 12 mois)	(3,1 %)		0,5 %		24,3 %		
6	**Levier d'exploitation (sur 12 mois)**	**69,1 %**		**1,9 %**		**(12,8 %)**		
7	**Résultats rajustés (en M$)[1]**	**15 138**	**7 908**	**15 030**	**7 983**	**13 883**	**7 084**	Page 2, lignes 16 et 17
8	Moins : Valeur des Services de détail aux États-Unis en $ CA[3]	3 722	2 338	3 709	2 380	3 447	1 976	Page 10, lignes 17 et 21
9	Plus : Valeur des Services de détail aux États-Unis en $ US[3]	2 618	1 644	2 614	1 675	2 540	1 455	Page 11, lignes 17 et 21
10	Moins : Charges afférentes aux activités d'assurance	1 417		1 507		1 248		Page 2, ligne 5
11	Plus : PPC du secteur Siège social[4]		154		168		169	Page 14, ligne 6
12	**Sous-total[5]**	**12 617**	**7 368**	**12 428**	**7 446**	**11 728**	**6 732**	
13	**Bénéfices avant impôts et provisions**	**5 249**		**4 982**		**4 996**		
14	Ligne 13 Bénéfices avant impôts et provisions (sur 3 mois)	5,4 %		15,1 %		6,0 %		
15	Ligne 13 Bénéfices avant impôts et provisions (sur 12 mois)	5,1 %		5,7 %		13,5 %		
16	Ligne 12 Produits (sur 12 mois)	7,6 %		8,2 %		11,5 %		
17	Ligne 12 Charges (sur 12 mois)[6]	9,4 %		9,9 %		9,9 %		
18	**Ligne 12 Levier d'exploitation (sur 12 mois)**	(1,9 %)		(1,7 %)		1,5 %		

T2 2025 : Éléments à noter

	(en M$)		RPA (en $)	Secteur	Poste des produits/ charges[1]
	Avant impôts	Après impôts			
Résultat net et RPA (dilué) comme présentés		**11 129**	**6,27**		
Éléments à noter					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises[2]	43	35	0,02	Siège social	Page 4, lignes 13, 29 et 45
Charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de Cowen	34	26	0,02	Services bancaires de gros	Page 4, lignes 17, 32 et 49
Incidence de la stratégie de couverture du capital relative à l'accord de transaction avec First Horizon qui a été résilié[3]	47	35	0,02	Siège social	Page 4, lignes 20, 34 et 52
Restructuration du bilan aux États-Unis	1 129	847	0,49	Services de détail aux États-Unis	Page 4, lignes 23, 37 et 55
Frais de restructuration	163	122	0,07	Siège social	Page 4, lignes 16, 31 et 48
Profits à la vente d'actions de Schwab	(8 975)	(8 568)	(4,92)	Siège social	Page 4, lignes 22, 36 et 54
Excluant les éléments à noter précités					
Résultat net et RPA (dilué) rajustés[4]		**3 626**	**1,97**		

Sensibilité des produits d'intérêts nets

Solide base de dépôts et gestion des actifs et des passifs disciplinée

Variation de 25 pdb des taux d'intérêt à court terme

- **Hausse de 25 pdb :** augmentation de 62 M$ des produits d'intérêts nets sur 12 mois avec une hausse de 25 pdb des taux à court terme, en supposant un bilan constant
  - Augmentation de 176 M$ si on considère l'ensemble de la courbe
- **Diminution de 25 pdb :** diminution de 80 M$ des produits d'intérêts nets sur 12 mois avec une diminution de 25 pdb des taux à court terme, en supposant un bilan constant

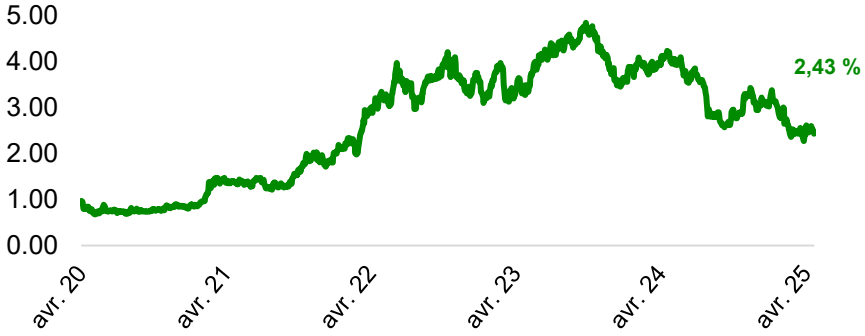
Variation de 100 pdb des taux d'intérêt sur l'ensemble de la courbe

- **Hausse de 100 pdb :** augmentation de 679 M$ des produits d'intérêts nets sur 12 mois, en supposant un bilan constant
- **Diminution de 100 pdb :** diminution de 769 M$ des produits d'intérêts nets sur 12 mois, en supposant un bilan constant

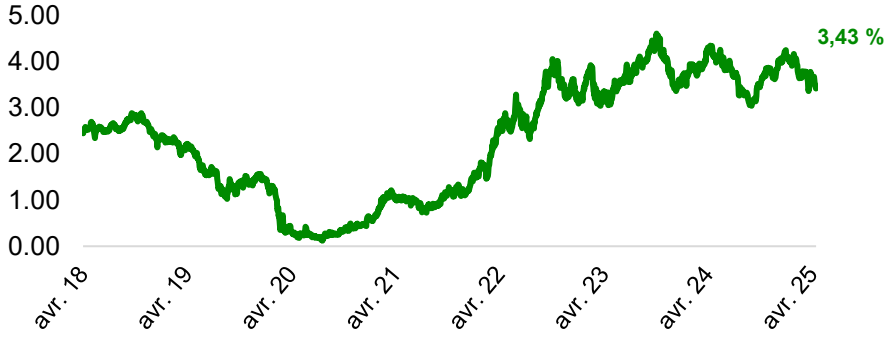
Produits d'intérêts nets[1]	Augmentation		Diminution	
	M$ CA	%	M$ CA	%
Canada	13 $	21 %	(24 $)	30 %
États-Unis	48 $	79 %	(56 $)	70 %
Total	**62 $**	**100 %**	**(80 $)**	**100 %**

Produits d'intérêts nets[1]	Augmentation		Diminution	
	M$ CA	%	M$ CA	%
Canada	133 $	20 %	(182 $)	24 %
États-Unis	546 $	80 %	(587 $)	76 %
Total	**679 $**	**100 %**	**(769 $)**	**100 %**

Taux de swap sur 5 ans en $ CA (en %)



Taux de swap sur 7 ans en $ US (en %)



Remarque : L'incidence sur les produits d'intérêts nets d'une augmentation de 100 pdb ne sera pas proportionnelle à celle de la prochaine augmentation de 25 pdb des taux en raison des avantages supplémentaires qu'entraînera une hausse des taux à long terme, partiellement neutralisée par d'autres facteurs, notamment le risque de remboursement anticipé des prêts et la sensibilité à la tarification des dépôts.

Notes

Notes explicatives des diapositives 3-5

Diapositive 3

1. Se reporter à la diapositive 11.
2. Se reporter à la diapositive 31.

Diapositive 4

1. Les attentes de la Banque à l'égard du programme de restructuration sont assujetties à des incertitudes inhérentes et sont fondées sur des hypothèses de la Banque concernant certains facteurs, notamment le taux d'attrition naturelle, les occasions de réaffectation des talents, les années de service, le calendrier d'exécution des mesures, les décisions d'élargir ou de réduire les mesures de restructuration (p. ex. portée de l'optimisation des biens immobiliers, rationalisations supplémentaires) et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport aux actionnaires du T2 2025 de la Banque pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

Diapositive 5

1. Les années indiquées représentent les années civiles.
2. Tel qu'il a été déclaré dans le rapport de gestion de 2024 de la TD, la Banque a convenu, le 10 octobre 2024, d'une résolution à l'égard d'enquêtes déjà divulguées liées à ses programmes de LCBA-BSA aux États-Unis, à la suite d'une collaboration et d'un engagement actifs avec les autorités et les organismes de réglementation (la « résolution globale »). La Banque et certaines de ses filiales aux États-Unis ont consenti à des ordonnances auprès de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), du Federal Reserve Board et du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN). Elles ont également conclu une entente sur le plaidoyer avec la Money Laundering and Asset Recovery Section, Criminal Division du département de la Justice et le bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. La Banque met l'accent sur le respect des modalités des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer, y compris sur le respect des exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque. En outre, la Banque entreprend d'améliorer également plusieurs éléments des programmes de LCBA, de lutte contre le financement d'activités terroristes et de sanctions (« programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise »). Pour en savoir plus sur la résolution globale, les mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque, les activités d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise et les risques associés à ce qui précède, consulter la diapositive 2 de cette présentation et la section « Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque » et la rubrique « Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque » de la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion 2024 de la Banque.

Notes explicatives de la diapositive 6

Diapositive 6

1. Les renseignements prospectifs de cette page représentent l'estimation de la direction pour les coûts futurs et certaines répercussions financières. Ces estimations sont assujetties aux risques et aux hypothèses décrits à la diapositive 2 et sont déterminées en fonction de certains facteurs et hypothèses clés, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt. Le montant des titres de placement vendus par la Banque et, par conséquent, la perte et les gains en produits d'intérêts nets sont soumis à des incertitudes possibles. Ils dépendront du moment de la vente de ces titres, des taux d'intérêt au moment de la vente et d'autres facteurs et conditions du marché que la Banque ne contrôle pas entièrement. En outre, la capacité de la Banque à céder ses actifs est assujettie à des risques et à des incertitudes possibles, et il n'y a aucune certitude que la TD sera en mesure de vendre ses actifs selon le calendrier établi. La capacité de vendre les actifs dépendra des facteurs et des conditions du marché, et toute vente sera vraisemblablement soumise aux modalités de clôture usuelles pouvant comprendre des autorisations réglementaires que la Banque ne contrôle pas entièrement. Le montant correspondant aux produits d'intérêts nets touchés à l'exercice 2025 dépendra du moment où ces actifs sont vendus.
2. Les deux filiales américaines de la TD, TD Bank USA, N.A. et TD Bank, N.A. (désignées collectivement par l'appellation « US Bank ») doivent se conformer à la limite des actifs à compter du 31 mars 2025. L'actif total moyen combiné de la US Bank ne peut pas excéder environ 434 G$ US (total de l'actif au 30 septembre 2024). L'évaluation des actifs totaux est effectuée tous les trimestres et représente une moyenne des actifs du trimestre en cours et du trimestre précédent. Consulter la section « Mise à jour sur les activités d'amélioration relatives au programme de lutte contre le blanchiment d'argent et de conformité à la Bank Secrecy Act aux États-Unis (LCBA-BSA) et aux améliorations apportées au programme de LCBA de la Banque » du rapport aux actionnaires du T2 2025 de la Banque, pour en savoir plus sur la résolution globale.
3. La capacité de la Banque à céder ses actifs est assujettie à des risques et à des incertitudes possibles, et il n'y a aucune certitude que la TD sera en mesure de vendre ses actifs selon le calendrier établi ni d'atteindre le prix d'achat auquel elle s'attend actuellement. La capacité de vendre les actifs dépendra des facteurs et des conditions du marché, et toute vente sera vraisemblablement soumise aux modalités de clôture usuelles pouvant comprendre des autorisations réglementaires que la Banque ne contrôle pas entièrement.
4. Le montant des obligations vendues par la Banque et la date de ces ventes dépendent des conditions du marché et d'autres facteurs. Par conséquent, la perte essuyée attendue ainsi que le montant prévu des gains en produits d'intérêts nets, sont soumis à des risques et à des incertitudes. Ils se fondent sur les hypothèses relatives au moment de la vente de ces obligations, aux taux d'intérêt au moment de la vente et à d'autres facteurs et conditions du marché que la Banque ne contrôle pas entièrement.

Notes explicatives de la diapositive 7

Diapositive 7

1. Les dépôts sont établis en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au cours du trimestre. Les dépôts des Services de détail aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de Schwab (IDA).
2. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au cours du trimestre.
3. Tient compte des actifs administrés par les Services d'investissement TD Inc., qui font partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.
4. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du rapport aux actionnaires du T2 2025 de la Banque, lequel est intégré par renvoi.
5. Pour les quatre trimestres consécutifs.
6. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au cours du trimestre.
7. Le nombre de clients des Services bancaires de détail de TD Bank, AMCB englobe les clients des Services bancaires aux consommateurs, de Financement auto TD et de Gestion de patrimoine.
8. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, et les GAB de la TD au Canada. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, les GAB mobiles et les GAB de la TD aux États-Unis.
9. Nombre d'utilisateurs actifs des services mobiles, en millions. Utilisateurs actifs des services mobiles ayant ouvert au moins une session au moyen de leur appareil mobile au cours des 90 derniers jours.

Notes explicatives de la diapositive 8

Diapositive 8

1. Selon le total de l'actif. À l'exception de Goldman Sachs et de Morgan Stanley. Source : S&P Global Market Intelligence.
2. Investor Economics | Une division d'ISS Market Intelligence. Retail Brokerage and Distribution Quarterly Update (automne 2024). Classements des services de courtage en ligne en date de décembre 2024.
3. Entreprises participant au sondage relatif au rapport Top 40 Money Managers sur les actifs de l'automne 2024, pour le Canadian Institutional Investment Network, en date du 30 juin 2024. Selon la somme des actifs gérés dans les catégories suivantes de la base de données du Canadian Institutional Investment Network : avantages sociaux définis, CAP (CD, REER, RPEB, RPDB), actifs de tiers (sous-conseillers), fondations et fonds de dotation, fonds généraux de la compagnie d'assurance, actifs de sociétés, comptes intégrés gérés séparément, fonds en fiducie et autres actifs déclarés comme fonds communs de placement institutionnels, autochtones, organismes de bienfaisance ou organismes à but non lucratif, études, successions, autres.
4. MSA Research, données de 2024 – Selon les primes brutes émises pour le secteur de l'assurance générale des particuliers. Ne tiennent pas compte des régimes publics d'assurance.
5. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le résultat du secteur Siège social est exclu. Les pourcentages peuvent ne pas totaliser 100 % du fait qu'ils sont arrondis.
6. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur Services bancaires de détail aux États-Unis comprend la quote-part de la Banque du résultat de Schwab, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.
7. Le 12 février 2025, la TD a vendu l'intégralité de sa participation restante dans Schwab, dans le cadre d'une offre enregistrée et du rachat des actions par Schwab. Juste avant la vente, la TD détenait 184,7 millions d'actions ordinaires de Schwab, ce qui représente une propriété économique de 10,1 %.

Notes explicatives des diapositives 9-10

Diapositive 9

1. « Financement auto TD a reçu la note la plus élevée dans la catégorie des prêteurs spécialisés non exclusifs avec crédit de détail et dans la catégorie des prêteurs à taux préférentiel non exclusifs avec crédit de détail du classement 2024-2025 de J.D. Power sur la satisfaction des concessionnaires à l'égard du financement qu'ils reçoivent de leurs prêteurs automobiles au Canada. Visiter le site jdpower.com/awards pour plus de renseignements.
2. Classements fondés sur les données disponibles auprès du BSIF, des assureurs et du Bureau d'assurance du Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Ne tiennent pas compte des régimes publics d'assurance (ICBC, MPI et SAF).
3. Se reporter à la diapositive 6, note 3.
4. Les portefeuilles de prêts à vendre ou à liquider comprennent le secteur de financement au point de vente qui dessert les détaillants tiers, les portefeuilles de prêts correspondants, de prêts hypothécaires résidentiels géants, de prêts d'importation et d'exportation, de prêts commerciaux aux concessionnaires automobiles et d'autres portefeuilles secondaires. Volume moyen des prêts au T2 2025 : 187 G$ US (T2 2024 : 193 G$ US). Volume moyen des prêts avec les portefeuilles de prêts à vendre ou à liquider au T2 2025 : 31 G$ US (T2 2024 : 40 G$ US). Volume moyen des prêts sans les portefeuilles de prêts à vendre ou à liquider au T2 2025 : 156 G$ US (T2 2024 : 153 G$ US).
5. La TD a reçu la note la plus élevée (à égalité) en Floride selon le sondage de 2025 de J.D. Power sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services bancaires de détail aux États-Unis, qui évalue la satisfaction de la clientèle à l'égard de leur institution financière principale. Visiter le site jdpower.com/awards pour plus de renseignements.

Diapositive 10

1. Association des banquiers canadiens, faits saillants sur le système bancaire canadien.
2. Selon le Tableau de bord de données sur le secteur des prêts hypothécaires résidentiels de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).
3. Se reporter à la diapositive 7, note 8.
4. Le classement quant à la part de marché se fonde sur les données les plus à jour provenant du Bureau du Surintendant des institutions financières (BSIF) pour les dépôts et les prêts personnels en date de mars 2024.
5. D'après le répertoire des institutions de la FDIC.
6. Les cinq banques les plus importantes aux États-Unis sont Citigroup Inc., Bank of America Corporation, JPMorgan Chase & Co., Wells Fargo & Company et U.S. Bancorp, d'après leurs résultats pour le T4 2024 clos le 31 mars 2025. Source : S&P Global Market Intelligence.
7. U.S. Census Bureau, répartition de la population, juillet 2024.
8. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian.

Notes explicatives des diapositives 11-13

Diapositive 11

1. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNS et CIBC).
2. Aux États-Unis, il s'agit de Citigroup Inc., Bank of America Corporation, JPMorgan Chase & Co., Wells Fargo & Company et U.S. Bancorp.
3. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains.
4. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (NIIF) et désigne les résultats dressés selon les NIIF, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, telles que les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés) et les ratios non conformes aux PCGR, afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. La Banque croit que les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les mesures financières et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis par les NIIF et pourraient donc ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Notre rendement » du rapport aux actionnaires de la Banque pour le T1 2025 (accessible au www.td.com/francais/investisseurs et au www.sedarplus.ca), lequel est intégré par renvoi, pour obtenir de plus amples renseignements, les résultats comme présentés, une liste des éléments à noter ainsi qu'un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés. Pour en savoir plus sur les éléments à noter, consulter la diapositive 58.
5. Cette mesure a été calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF.

Diapositive 12

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site Web https://www.newyorkfed.org/.

Diapositive 13

1. https://ised-isde.canada.ca/site/office-propriete-intellectuelle-canada/fr/statistiques-propriete-intellectuelle-canadienne/statistiques-brevets-2023-2024

Notes explicatives des diapositives 14-15

Diapositive 14

1. Services bancaires personnels et commerciaux au Canada : D'après les Services bancaires personnels et les Services bancaires aux PME au Canada. Services de détail aux États-Unis : D'après les Services de détail et les Services bancaires aux PME aux États-Unis.
2. Utilisateurs actifs des services numériques sous forme de pourcentage de la clientèle totale. Les Services bancaires personnels au Canada et les Services bancaires aux PME ne comprennent pas les titulaires uniquement d'un prêt de FATD. Utilisateurs actifs des services numériques ayant ouvert au moins une session en ligne ou au moyen de leur appareil mobile au cours des 90 derniers jours.
3. Nombre d'utilisateurs actifs des services mobiles, en millions. Utilisateurs actifs des services mobiles ayant ouvert au moins une session au moyen de leur appareil mobile au cours des 90 derniers jours.
4. Il s'agit du nombre total d'ouvertures de session sur appareil mobile au Canada par des clients des Services bancaires personnels au Canada et des Services bancaires aux PME pour la période en question. Il s'agit du nombre total d'ouvertures de session sur appareil mobile aux États-Unis par des clients des Services bancaires de détail aux États-Unis et des Services bancaires aux PME pour la période en question.
5. La part d'opérations libre-service comprend toutes les opérations financières traitées au moyen de canaux non assistés (en ligne, mobile, GAB et système RVI).
6. Part mensuelle moyenne des ventes d'assurance habitation et auto admissibles effectuées en ligne.
7. Correspond à la part des comptes dont le titulaire de compte est inscrit aux options numériques en libre-service.

Diapositive 15

1. Nommée par Global Finance la meilleure banque numérique pour les consommateurs en Amérique du Nord en 2024.
2. TD Bank s'est classé au premier rang pour une huitième année consécutive, au chapitre des prêts approuvés par la Small Business Administration (SBA) du Maine jusqu'à la Floride en 2024. Les prêteurs sont classés par la SBA des États-Unis selon ses données sur les unités de prêts approuvés du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024.
3. L'objectif est basé sur la réalisation du 75e percentile d'une référence mondiale – une référence mobile sur trois ans, mise à jour chaque année, qui comprend plus de 900 entreprises et 27 millions de réponses, qui couvrent des zones géographiques et des secteurs d'activité différents.
4. La TD a obtenu la certification Great Place to Work® au Canada et aux États-Unis en 2024 et Mediacorp a nommé la TD l'un des employeurs les plus écolos au Canada pour la 17e année consécutive en avril 2025.
5. Progrès cumulés par rapport à l'objectif de 2019 à 2024.
6. Dans le cadre de La promesse TD Prêts à agir, la TD vise une contribution totale (aux collectivités) d'un milliard de dollars canadiens d'ici 2030 dans quatre vecteurs de changement interreliés : Sécurité financière, Planète dynamique, Collectivités inclusives et Meilleure santé.
7. TD BankMD, America's Most Convenient BankMD a reçu le prix Best Employers : Excellence in Health & Well-being par Business Group on Health en avril 2025.
8. Ecovadis a décerné une médaille de bronze à la TD en juillet 2024.

Notes explicatives des diapositives 16-19

Diapositive 16

1. Se reporter à la diapositive 11.
2. Se reporter à la diapositive 31.

Diapositive 17

1. Se reporter à la diapositive 11, note 4.
2. Les attentes de la Banque au sujet de l'augmentation des charges se fondent sur les hypothèses de la TD à l'égard de certains facteurs, notamment des investissements en matière de risque et de contrôle, des charges liées aux employés, l'incidence des opérations de change, la majoration de la quote-part de la PPC revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque, des gains de productivité ainsi que des économies de restructuration. En particulier, pour estimer ses prévisions en matière d'augmentation des charges, la Banque a supposé que les trois facteurs suivants liés aux charges rajustées de la Banque pour l'exercice 2025 seraient identiques à ceux de l'exercice 2024 : i) une rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits; ii) la conversion des monnaies étrangères et iii) l'incidence du PCS. À titre de référence, au deuxième trimestre de 2025, la rémunération variable, la conversion des monnaies étrangères et l'incidence du PCS, ont représenté, dans l'ensemble, environ un quart de l'augmentation de 12 % des charges autres que d'intérêts rajustées sur 12 mois. Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de facteurs qui sont sous le contrôle et hors du contrôle de la Banque, notamment l'exactitude des prévisions de la Banque en matière de rémunération des employés et de prestations d'avantages sociaux, les incidences du rendement de l'entreprise sur la rémunération variable, l'inflation, le rythme des initiatives de productivité dans l'ensemble de l'entreprise et les dépenses imprévues, comme les dossiers litigieux. Se reporter à la diapositive 2 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 de la TD et du rapport aux actionnaires du T2 2025 pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

Diapositive 18

1. Se reporter à la diapositive 4, note 1.

Diapositive 19

1. Se reporter à la diapositive 11, note 4.
2. La marge d'intérêt nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets par les actifs porteurs d'intérêts moyens. Les actifs porteurs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêt nette sont une mesure financière non conforme aux PCGR. La marge d'intérêt nette et les actifs porteurs d'intérêts moyens ne sont pas définis par les NIIF et ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs.
3. Les attentes de la Banque à l'égard de la marge d'intérêt nette pour le T3 2025 se fondent sur les hypothèses de la TD concernant les facteurs comme les baisses de taux de la Banque du Canada, la dynamique concurrentielle du marché, ainsi que les taux de réinvestissement pour les dépôts et les profils des échéances. Ces hypothèses sont assujetties à des risques inhérents et à des incertitudes, notamment ceux précisés à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 de la TD et du rapport aux gestionnaires du T2 2025.

Notes explicatives des diapositives 20-22

Diapositive 20

1. Se reporter à la diapositive 11, note 4.
2. Se reporter à la diapositive 6, note 3.
3. Se reporter à la diapositive 9, note 4.
4. La marge d'intérêt nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets du secteur Services de détail aux États-Unis par les actifs porteurs d'intérêts moyens, sans tenir compte de l'incidence liée aux conventions sur les comptes de passage et de l'incidence des dépôts intersociétés et des sûretés sous forme de trésorerie, ce qui, selon la direction, reflète mieux le rendement du secteur. De plus, les produits d'intérêts non imposables sont rajustés pour refléter leur valeur avant impôts. Pour les titres de placement, le rajustement à la juste valeur est compris dans le calcul des actifs porteurs d'intérêts moyens. Les produits d'intérêts nets et les actifs porteurs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Selon la direction, ce calcul reflète mieux le rendement du secteur.
5. Les attentes de la Banque à l'égard de la marge d'intérêt nette pour le T3 2025 se fondent sur les hypothèses de la TD concernant les taux d'intérêt, les taux de réinvestissement pour les dépôts, les niveaux moyens des actifs, la mise en œuvre des occasions de restructuration, ainsi que d'autres variables. Ces hypothèses sont assujetties à des risques inhérents et à des incertitudes, notamment ceux indiqués à la diapositive 2 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2024 de la TD et du rapport aux gestionnaires du T2 2025.
6. Le montant total prévu pour les mesures correctives et les investissements en matière de gouvernance et de contrôle est assujetti à des incertitudes inhérentes et peut varier en fonction de la portée des travaux dans le cadre des mesures correctives liées au programme de LCBA-BSA aux États-Unis, qui pourrait changer en raison de constatations supplémentaires qui sont considérées comme des progrès réalisés ainsi que de la capacité de la Banque à mettre en œuvre les mesures correctives liées au programme de LCBA-BSA aux États-Unis conformément au plan pour l'exercice 2025 et à moyen terme du secteur Services de détail aux États-Unis. De plus, se reporter à la diapositive 5, note 2.

Diapositive 21

1. Tient compte des actifs administrés par les Services d'investissement TD Inc., qui font partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.
2. Se reporter à la diapositive 11, note 4.

Diapositive 22

1. Se reporter à la diapositive 11, note 4.

Notes explicatives des diapositives 23-24

Diapositive 23

1. Se reporter à la diapositive 11, note 4.
2. L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises se rapporte aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs ou de regroupements d'entreprises, y compris aux montants après impôts pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises attribuables à la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab, comptabilisés dans le secteur Siège social. Pour obtenir un complément d'information sur l'incidence des rajustements pendant des périodes comparatives, se reporter à la page 14 de la trousse Information financière supplémentaire du T2 2025 de la Banque.
3. L'incidence des charges liées à la participation dans Schwab inclut les éléments suivants, qui sont comptabilisés dans le secteur Siège social : i) les propres charges d'acquisition et d'intégration de la Banque liées à la transaction avec Schwab et ii) la quote-part de la Banque des charges liées à l'acquisition et à l'intégration de TD Ameritrade par Schwab après impôts.
4. Après la résiliation de l'entente de fusion le 4 mai 2023, l'incidence résiduelle de la stratégie a été renversée grâce aux produits d'intérêts nets – T2 2025 : (47) M$, T1 2025 : (54) M$, T2 2024 : (64) M$.
5. Se reporter à la diapositive 7, note 4.

Diapositive 24

1. Les mesures relatives aux capitaux propres et aux liquidités ont été calculées conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres, les exigences de levier et les normes de liquidité du BSIF.
2. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
3. Les attentes de la Banque en matière de niveaux de liquidités sont fondées sur des hypothèses de la Banque concernant certains facteurs, notamment la croissance des produits, les plans stratégiques, le rythme de rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque (sous réserve des prévisions financières et des exigences de fonds propres). Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de facteurs qui sont sous le contrôle et hors du contrôle de la Banque, notamment la situation générale du marché, les perspectives économiques et les enjeux géopolitiques. Se reporter à la diapositive 2 et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport aux actionnaires du T2 2025 pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

Notes explicatives des diapositives 25-28

Diapositive 25

1. La LDCVD aux États-Unis comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
2. Comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts comptabilisés dans le secteur Siège social.
3. Comprend les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Diapositive 26

1. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée/moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
2. Les ratios PPC nets de la Banque et des Services de détail aux États-Unis excluent les pertes sur créances associées à la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.
3. Les ratios PPC bruts de la Banque, des Services de détail et du Siège social comprennent la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.

Diapositive 27

1. Comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
2. La provision aux États-Unis comprend le portefeuille international.
3. Ratio de couverture : provision totale pour pertes sur créances sous forme de pourcentage des prêts bruts et acceptations.
4. La quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis renvoie à la quote-part des partenaires des programmes de détaillants associée à la PPC du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.
5. Les prêts à la consommation et les autres prêts aux particuliers comprennent les portefeuilles de LDCVD, de prêts auto indirects et les autres portefeuilles de services bancaires personnels.

Diapositive 28

1. Comprend certains secteurs ou sous-secteurs assujettis à des incertitudes commerciales et liées aux politiques.
2. Le pourcentage aux États-Unis comprend le portefeuille international.

Notes explicatives des diapositives 29-32

Diapositive 29

1. Se reporter à la diapositive 11.
2. Se reporter à la diapositive 31.

Diapositive 30

1. Rend compte des créances impayées et converties au taux de change en date du 30 avril 2025.
2. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
3. Cette mesure a été calculée conformément à la ligne directrice Normes sur la capacité totale d'absorption des pertes (normes CTAP) du BSIF.
4. Comprend la valeur nominale des titres de créance à long terme de premier rang non garantis impayés émis après le 23 septembre 2018 dont la durée restante jusqu'à l'échéance est supérieure à un an. Les titres de créance à long terme de premier rang non garantis dont l'échéance initiale est moins de 400 jours ne sont pas admissibles pour recapitalisation interne et ne sont pas considérés comme des CTAP.

Diapositive 31

1. Au 30 avril 2025. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. Sous réserve de la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne des banques.
3. Les notes tiennent compte des notes attribuées aux créances de premier rang de sociétés de portefeuille.
4. Se reporter à la diapositive 11, note 1.
5. Se reporter à la diapositive 11, note 2.

Diapositive 32

1. Se reporter à la diapositive 31, note 1.
2. Se reporter à la diapositive 11, note 1.

Notes explicatives des diapositives 33-37

Diapositive 33

1. Les dépôts d'entreprises excluent le financement de gros.
2. Selon les données du BSIF sur la part de marché des produits.
3. Consulter la diapositive 8, note 1.
4. Se reporter à la diapositive 7, note 7.

Diapositive 34

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.
2. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.
3. Comprend les billets avec remboursement de capital à recours limité, les actions privilégiées et les titres de créance à durée indéterminée de catégorie 1.

Diapositive 35

1. Exclut certains billets de placements privés et billets structurés.
2. En dollars canadiens, au taux de change du 30 avril 2025.
3. Représente des titres adossés à des créances hypothécaires émis à des investisseurs externes seulement.
4. Comprend les billets avec remboursement de capital à recours limité, les actions privilégiées, les titres de créance subordonnés et les titres de créance à durée indéterminée de catégorie 1. Les titres de créance subordonnés comprennent certains billets de placements privés. Ces effets ne sont pas considérés en tant que financement de gros étant donné qu'ils peuvent être engagés essentiellement à des fins de gestion des fonds propres.

Diapositive 37

1. Le rapport prêt-valeur actuel est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale et pondéré en fonction du solde.
2. Se reporter à la diapositive 31, note 1.
3. La Covered Bond Label Foundation et ses sociétés affiliées ne sont pas associées aux obligations sécurisées de la TD; elles ne les approuvent pas et elles ne formulent aucune recommandation à leur égard.

Notes explicatives des diapositives 38-40

Diapositive 38

1. Les actions privilégiées et les titres de créance subordonnés autres que des FPUNV émis après le 23 septembre 2018 seraient également visés.
2. Au moment de déterminer le multiplicateur, la SADC doit tenir compte de l'exigence, prévue dans la *Loi sur les banques* (Canada), selon laquelle les banques doivent maintenir un capital suffisant et les instruments de recapitalisation interne de rang égal admissibles doivent être convertis dans la même proportion et recevoir le même nombre d'actions ordinaires par dollar afférent à la créance qui est convertie.

Diapositive 39

1. Les billets de capital à recours limité peuvent être des fonds propres de catégorie 1, tout en étant déductibles pour les banques. Les billets de capital à recours limité ne sont pas assujettis à une retenue d'impôt. Si une retenue d'impôt est perçue à l'avenir, la Banque doit verser des montants majorés supplémentaires pour l'appliquer à l'ensemble des actifs porteurs (pour les billets de capital à recours limité seulement, et non les actifs utilisés en recours).
2. Initialement, les actifs détenus dans la fiducie comprendront la série d'actions privilégiées émises dans le cadre de chaque série de billets de capital à recours limité. Après l'émission des billets de capital à recours limité, les actifs détenus dans la fiducie peuvent également comprendre i) les actions ordinaires émises lors d'un événement déclencheur, ii) les espèces liées au rachat de la série d'actions privilégiées, ou à son achat par la Banque aux fins de résiliation, ou iii) une combinaison de ces possibilités, selon les circonstances.
3. En vertu des lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF relatives au chapitre 2 – Définition des fonds propres, en vigueur depuis novembre 2024, chaque situation suivante représente un événement déclencheur : i) le surintendant annonce publiquement qu'il n'estime plus la Banque viable, ou qu'elle est sur le point de le devenir, et qu'une fois tous les instruments d'urgence convertis ou radiés, selon le cas, et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents ou appropriés, il est raisonnablement probable que la viabilité de l'institution en question sera rétablie ou maintenue; ii) l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement du Canada ou de l'administration d'une province, sans laquelle le surintendant aurait déterminé la Banque non viable.

Diapositive 40

1. Lien vers la déclaration complète du BSIF : https://www.osfi-bsif.gc.ca/fr/nouvelles/bsif-reitere-ses-consignes-sur-instruments-autres-elements-fonds-propres-categorie-1-instruments.
2. Ce tableau comparatif est fourni à titre indicatif et vise à mettre en évidence les différences dans les pratiques du marché. Les données proviennent de sources publiques.
3. Le 9 décembre 2024, l'Australian Prudential Regulation Authority (APRA) a annoncé son intention de retirer progressivement les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires des banques australiennes à compter du 1er janvier 2027. L'APRA permettra aux fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de compter comme catégorie 2 jusqu'à leur première date d'appel prévue d'ici 2032.

Notes explicatives des diapositives 42-49

Diapositive 42

1. Services économiques TD, mai 2025. Pour obtenir des analyses et des études sur l'économie récentes, consulter le site https://economics.td.com/French.

Diapositive 43

1. Se reporter à la diapositive 42, note 1.

Diapositive 45

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
2. Ratio de formation de prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

Diapositive 46

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

Diapositive 47

1. Avec prise d'effet le 1er novembre 2017, la Banque a adopté la NIIF 9, qui remplace les lignes directrices de la norme IAS 39. La Banque a pris la décision de ne pas retraiter l'information financière des périodes comparatives et a comptabilisé tout écart d'évaluation entre les valeurs comptables antérieures et les nouvelles valeurs comptables au 1er novembre 2017 par un rajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués. Par conséquent, les résultats des exercices 2018 et après reflètent l'adoption de la NIIF 9, tandis que les résultats des périodes antérieures reflètent l'application de la norme IAS 39.

Diapositive 48

1. Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) sur prêts en % de la moyenne des prêts et acceptations nets, sur une base trimestrielle annualisée. D'après surtout la région géographique responsable de l'enregistrement de l'opération. Données internationales non affichées. Comprend les prêts évalués à la JVAERG. Comprend la provision pour les instruments hors bilan.

Diapositive 49

1. Les PPC pour prêts douteux représentent la PPC à l'étape 3 en vertu de la NIIF 9; les PPC pour prêts productifs représentent les actifs financiers, les engagements de prêts et les garanties financières aux étapes 1 et 2.

Notes explicatives de la diapositive 50

Diapositive 50

1. À l'exclusion du secteur Gestion de patrimoine et Assurance et du portefeuille de prêts hypothécaires des Services bancaires de gros.
2. Ne tient pas compte de la portion renouvelable de la LDCVD et du portefeuille de prêts hypothécaires des Services bancaires de gros.
3. Le rapport prêt-valeur actuel du portefeuille de CGBI est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale[MC] et pondéré en fonction de l'exposition totale, en fonction du solde à payer du prêt hypothécaire ou de la limite de crédit autorisée de la LDCVD pour les risques assurés et non assurés, à l'exclusion du portefeuille de prêts hypothécaires des Services bancaires de gros. L'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale[MC] est une marque de commerce de Teranet Enterprises Inc. et de la Banque Nationale du Canada, dont l'utilisation interne réservée à l'équipe Crédit garanti par des biens immobiliers de La Banque Toronto-Dominion est autorisée en vertu d'une licence. Les données et les indicateurs de l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale[MC] sont utilisés avec la permission de Teranet Inc. et de la Banque Nationale du Canada. Le contenu de ce document et les produits qui y sont liés ne sont ni approuvés, vendus ou promus par Teranet, la Banque Nationale du Canada, ou leurs fournisseurs ou sociétés affiliées. Ni Teranet, la Banque Nationale du Canada ou leurs concédants de licence de données tiers, ni leurs sociétés affiliées, ne donnent de garantie, expresse ou implicite, et nient expressément toute garantie portant sur la qualité marchande, le caractère adéquat pour un objectif ou usage particulier, la pertinence, l'exactitude, l'opportunité ou l'exhaustivité relatives au produit ou à des produits connexes. Sans limiter la généralité de ce qui précède, en aucune circonstance Teranet, la Banque Nationale du Canada, leurs concédants tiers ou leurs sociétés affiliées ne seront responsables des dommages ou des pertes résultant d'erreurs, d'omissions ou de retards liés à la diffusion de l'indice, ni de tout dommage direct, spécial, punitif ou accessoire, même s'ils ont été informés de la possibilité de tels dommages, que ce soit en vertu de la théorie de la responsabilité contractuelle, délictuelle, sans faute ou autre.

Notes explicatives des diapositives 51-54

Diapositive 51

1. Se reporter à la diapositive 50, note 2.
2. Se reporter à la diapositive 50, note 3.
3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.
4. L'amortissement comprend les prêts dont les paiements contractuels au montant fixe ne suffisent plus pour couvrir les frais d'intérêts calculés en fonction des taux en vigueur au 30 avril 2025.
5. La cote de crédit moyenne est pondérée selon l'exposition.
6. Le CGBI consenti aux investisseurs représente le CGBI pour lequel la garantie est un immeuble de placement non occupé par le propriétaire.

Diapositive 52

1. Acceptations bancaires et prêts bruts en cours et pourcentage des acceptations bancaires et prêts bruts en cours.

Diapositive 53

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux PME et les prêts sur cartes de crédit Affaires.
2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
3. Le secteur industriel/manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et les Services bancaires de gros.
4. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, ainsi que les télécommunications.

Diapositive 54

1. Se reporter à la diapositive 25, note 1.
2. Le rapport prêt-valeur est calculé selon le Loan Performance Home Price Index, en fonction du solde à payer du prêt hypothécaire ou de la limite de crédit autorisée de la LDCVD.

Notes explicatives des diapositives 55-59

Diapositive 55

1. Se reporter à la diapositive 53, note 2.
2. Se reporter à la diapositive 53, note 3.
3. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les produits forestiers, les métaux et mines, les produits pétroliers et gaziers ainsi que d'autres secteurs.

Diapositive 57

1. Se reporter à la diapositive 11, note 4.
2. Le levier d'exploitation est une mesure non conforme aux PCGR. Au niveau de la Banque, la TD calcule le levier d'exploitation en établissant la différence entre le pourcentage de la variation des produits rajustés (Services de détail aux États-Unis dans la devise source), déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance et des charges rajustées (en $ US pour les Services de détail aux États-Unis), majorée de la quote-part de la PPC revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque. Collectivement, ces rajustements fournissent une mesure du levier d'exploitation qui, selon la direction, reflète mieux le rendement sous-jacent.
3. Ajusté pour tenir compte de l'incidence du taux de change pour les Services bancaires de détail aux États-Unis à l'aide des montants dans la devise source. Ces rajustements sont effectués pour tenir compte de mesures qui, selon la Banque, reflètent mieux le rendement sous-jacent.
4. Ajusté pour tenir compte de l'incidence des exigences comptables sur le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis. La soustraction de la quote-part de PPC des partenaires élimine une source de volatilité qui ne reflète pas l'exposition économique sous-jacente de la Banque. Cela peut se faire en ajoutant les PPC du secteur Siège social (qui représentent seulement la quote-part de PPC des partenaires) aux charges autres que d'intérêts.
5. Les mesures de la ligne 12 reflètent les rajustements décrits aux lignes 8 à 11 de la diapositive 57.
6. Abstraction faite de l'incidence de la quote-part revenant aux partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, la croissance des charges sur 12 mois aurait été de 12 % (7 478 M$ au T2 2025 et 6 680 M$ au T2 2024, soit une augmentation de 798 M$ sur 12 mois).

Diapositive 58

1. Cette colonne renvoie à certaines pages et lignes de la trousse Information financière supplémentaire du T2 2025 de la Banque.
2. Se reporter à la diapositive 23, note 2.
3. Se reporter à la diapositive 23, note 4.
4. Se reporter à la diapositive 11, note 4.

Diapositive 59

1. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs

Téléphone :

416-308-9030 ou 1-866-486-4826

Courriel :

tdir@td.com

Site Web :

www.td.com/francais/investisseurs